la cause du peuple

nouvelle édition

N°22 mai 2014

Le journal du Front Révolutionnaire Anticapitaliste Antifasciste et Populaire

Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine !





l'éditorial

Jean Pierre Pernaut se réjouit du CAC 40 qui a franchi la barre des 4500 points… normal pour un fils de propriétaire d'usine et acteur quotidien de la propagande bourgeoise ! Mais pour nous, en quoi est-ce une bonne nouvelle ? En rien, bien au contraire ! Cela signifie que les capitalistes arrivent à réorganiser l'appareil de production à la faveur de la crise, que de fusions en en acquisitions, de délocalisations en plans de licenciements, ils parviennent à maintenir voire à augmenter leur taux de profit. Et comme leur taux de profit dépend principalement de l'exploitation de la force de travail, c'est évidemment une sale nouvelle pour nous !

Depuis l'éclatement de la dernière crise économique en 2008, les conditions de vie des travailleurs et travailleuses se sont dégradées. Qui ne connait personne qui soit au chômage ? Selon les chiffres officiels, toutes catégories, il y a plus de 5 millions 600 milles chômeurs… Autant dire qu'en rajoutant toutes celles et ceux qui ne sont pas dans les chiffres pour diverses raisons, on arrive à près de 25 % de chômage ! Pour les jeunes générations, le chômage est tellement intégré qu'on calcule notre vie en fonction de la période de chômage à laquelle on a droit, espérant trouver un boulot stable dans ces quelques mois de répit. En attendant, on prend ce qui vient, souvent de l'intérim. Et puis on cherche, on nous dit qu'on est trop jeune, qu'on a pas d'expérience et tout le blabla habituel. Bref, le barratin habituel ! Avec les relents d'idéologie fasciste et réactionnaire qui se déverse tous les jours au travers des médias, c'est encore pire si on est issu des anciennes ou des dernières colonies de l'Etat français, même après plusieurs générations ! Quand ce n'est pas simplement le code postal qui fait office de rejet direct : «Ah ! Et vous avez toujours habité dans le 93 ? Ça craint pas un peu là-bas, non ?».

La déferlante d'accords anti-ouvriers et anti-populaires, signés par certaines centrales syndicales, sont autant d'attaques contre les conquêtes que nos aînés ont pu obtenir au prix des larmes, de la sueur et du sang. La dernière c'est 50 milliards d'euros d'économie…dont la plupart repose sur les chômeurs et chômeuses et les travailleurs et travailleuses. Encore une preuve qu'un gouvernement de gauche sert aussi bien les intérêts de la bourgeoisie qu'un gouvernement de droite. Et tout ce système dégueulasse est légitimé parce qu'on serait en «démocratie» ! «Vous avez le droit de vous exprimer non ? Alors, qu'est-ce que vous avez contre la démocratie !» Ce qu'on a contre la démocratie, c'est que comme l'expliquaient Marx et Engels, elle est indissociable de la dictature. La démocratie, c'est la dictature d'un classe sur une autre. La démocratie bourgeoise, c'est la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat. La démocratie prolétarienne, c'est la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie. Et quand on regarde le nombre de travailleurs et travailleuses par rapport au nombre de bourgeois et bourgeoises, la dictature du prolétariat est au final 100 fois plus démocratique que n'importe quelle démocratie bourgeoise !

Alors, au nom de cette «démocratie», on nous demande d'aller voter ! «Voter», c'est comme «démocratie», il faut le traduire à la lumière de la société. Et dans la société bourgeoise, «voter» ça veut dire avoir le droit de choisir son oppresseur ! Et oui, si on regarde de près chaque élections, les élus ne sont jamais en mesure (même s'ils le voulaient) de renverser le système ou même de le transformer radicalement par le biais des élections. Historiquement, là où on pensait cela possible, comme au Chili ou en Indonésie, cela s'est finit dans un bain de sang. Donc, non, le changement ne passera pas par les urnes mais par la rue !

C'est pourquoi nous soutenons le boycott des élections municipales et européennes et pourquoi nous avons soutenu le boycott des présidentielles : il faut faire tomber ces illusions sur la «démocratie» telle que nous la subissons aujourd'hui !

D'ailleurs, le constat des dernières municipales, c'est surtout que l'abstention a atteint près de 40 %…des inscrits ! Si on y rajoute celles et ceux qui ne prennent même plus la peine de s'inscrire sur les listes électorales et les immigrés qui vivent ici, produisent des richesses ici mais qui n'ont même pas le droit de vote, le score d'abstention est encore plus grand ! Mais le fait que dans certaines villes, à peine la moitié des inscrits soit allés voter, n'a pas l'air de poser de problèmes aux donneurs de leçons de «démocratie», dont ils se servent d'ailleurs comme prétexte pour intervenir militairement dans d'autres pays ! La démocratie au bout du fusil ? Jamais quand celui qui tient le fusil est un impérialiste ! Le pouvoir est au bout du fusil, voilà pourquoi les chiens de garde de l'Etat s'arment de plus en plus…et voilà pourquoi nous n'aurons d'autre choix que de leur opposer le notres.

C'est d'ailleurs ce que font les camarades en Inde, qui mènent la Guerre Populaire et qui ont mené une campagne de boycott active des élections malgré la mobilisation de plusieurs centaines de milliers de flics armés, de militaires, de paramilitaires, d'hélicoptères de combat,

sommaire

Lutte de classe

★ Boycottons les élections européennes *(p.3)*

★ Organiser le Front Uni *(p.4)*

★ AG des actionnaires de Michelin *(p.6)*

★ Contre les réformes antipopulaires du gouvernement *(p.6)*

★ Grève illimitée à Eau de Paris *(p.7)*

★ Solidarité avec les 5 de Bridgestone *(p.8)*

★ Bosal le Rapide / Molex *(p.9)*

Lutte pour le logement

★ Organiser et élargir la résistance *(p.10)*

★ Manif de St Denis *(p.11)*

★ Récit de la lutte au foyer CARA *(p.13)*

★ Gennevilliers / Montreuil *(p.14)*

Antifascisme

★ Sur la manif du 22 mars *(p.15)*

Anticolonial

★ Sur la «manif» anticoloniale *(p.17)*

★ Lectures anticoloniales *(p.18)*

(in)Justice de classe

★ Action pour Georges Abdallah *(p.20)*

★ Manif contre les violences policières *(p.22)*

Notre histoire

★ Hommage à Pierre Overney *(p.23)*

★ L'esprit de résistance à St Ouen *(p.23)*

International

★ Solidarité avec le peuple marocain *(p.24)*

★ Ukraine *(p.24)*

★ Les femmes naxalites *(p.26)*

★ Unification des maoïstes indiens *(p.30)*

Culture

★ A touch of Sin / Braddock America *(p.30)*

etc. Les camarades d'Inde ont d'ailleurs envoyé un signal fort en annonçant le 1er mai dernier l'unification de deux partis révolutionnaires dédiés à développer la Guerre Populaire. Car la démocratie, celle des paysans et des ouvriers, ces camarades la développe chaque jour un peu plus au travers des gouvernements populaires qui se développent dans les zones qu'ils contrôlent. Et ils affirment clairement que le développement qu'ils mettent en place est un développement opposé au capitalisme. Voilà un exemple qui devrait nous inspirer, mais dont on n'entendra jamais parlé dans le journal télé de Jean Pierre Pernaut ! Et puisqu'on parle de démocratie, l'Inde est présentée comme la «plus grande démocratie au monde» (rien que ça !). Et bien c'est cette même démocratie qui vient d'enlever en plein jour un professeur de l'université de New Delhi, handicapé physique à 90 %, pour l'enfermer dans une prison à plus de 850 km de chez lui sous prétexte qu'il soutien les naxalites, les révolutionnaires indiens ! Face à cela, la résistance se développe et s'organise.

La lutte ici aussi se développe, principalement sur le front ouvrier en résistance aux fermetures de boites et aux licenciements qu'on ne compte plus ; sur le front du logement face aux expulsions toujours plus nombreuses et dont la question est indissociable de celle du travail ; sur le front antifasciste face au développement des partis et groupes réactionnaires, fascistes et néo-nazis. Oui, la lutte s'annonce compliquée et le sentiment de résignation est grand parmi les masses. Mais la colère est sourde et nous ne devons jamais oublier qu'une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine ! Notre rôle est de renforcer la dynamique révolutionnaire autour de perspectives autres que celle du vote ou de réformes du système. Oui nous voulons le changement, mais radical ! Marre du consensus mou qui traverse les syndicats et les soi-disant partis de gauche ! Le changement que nous voulons il porte un nom et il s'appelle révolution ! Pour que celles et ceux qui produisent les richesses qui permettent à un tout petit nombre de vivre la belle vie prennent la tête de la société ! Et malheureusement, ça ne se fera pas avec des fleurs…

Préparons nous, organisons nous !

Osons lutter, osons vaincre !

Boycottons les élections européennes !

Contre l'Europe du Capital !

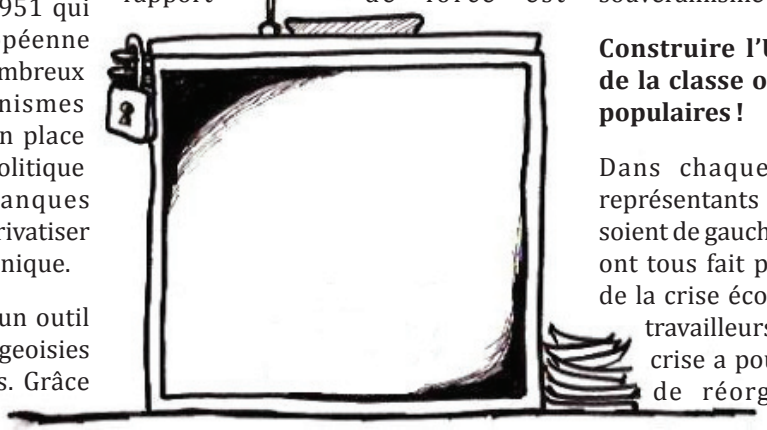
«Du point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'exportation des capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales «avancées» et «civilisées», les Etats- Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires. […]

En régime capitaliste, le développement égal des différentes économies et des différents Etats est impossible. Les seuls moyens possibles, en régime capitaliste, de rétablir de temps en temps l'équilibre compromis, ce sont les crises dans l'industrie et les guerres en politique. Certes, des ententes provisoires sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente des capitalistes européens […]» (Lénine, *A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe*, 23 août 1915)

Depuis le traité de Paris en 1951 qui établit la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, de nombreux autres traités et des organismes supranationaux ont été mis en place en Europe ; de même qu'une politique agricole commune ; des banques d'investissement chargées de privatiser les entreprises ; une monnaie unique.

L'Union Européenne (UE) est un outil capitaliste au service des bourgeoisies des différents pays européens. Grâce à cet outil, elles tentent de trouver des terrains d'entente pour tirer le maximum de profit par l'exploitation accrue des travailleurs et travailleuses et conquérir de nouveaux marchés dans le monde entier. Pour cela, les différentes bourgeoisies européennes iront aussi s'allier avec d'autres puissances lorsque cela leur permet de satisfaire leurs intérêts, lors de guerres conjointes par exemple. Mais si les ententes existent entre elles ou avec d'autres, elles ne sont que relatives : elles n'existent que lorsque leurs intérêts convergent. Elles possèdent toutes des intérêts divergents, ce qui fait que leur concurrence est absolue. Un exemple très concret est que chaque pays européen n'a pas les mêmes intérêts vis-à-vis du gaz russe et que donc leur attitude vis-à-vis de la Russie ne va pas être la même.

Aussi, au sein même de l'Europe, toutes les bourgeoisies ne sont pas sur un même pied d'égalité. La concurrence entre elles étant absolue, le rapport de force est déterminant dans les relations qu'elles entretiennent entre elles. En Europe, de manière relative, les bourgeoisies de certains pays jouent un rôle dominant, tandis que d'autres sont dominées. Le couple France-Allemagne fait notamment partie de ces dominants.



Mais face à ce qu'est l'Europe et ce qu'elle représente, nous ne devons jamais oublier que de toutes façons, l'Europe en système capitaliste ne peut être que réactionnaire. Ainsi, ce qui compte n'est pas de sortir de l'Europe et/ou de l'Euro, qui sont bien évidemment des outils d'oppression et d'exploitation de la classe ouvrière et des masses populaires de chaque pays, mais d'en finir avec le capitalisme. Il est totalement illusoire de penser que sortir de l'Europe et/ou de l'Euro peut faire avancer la révolution dans un pays membre de l'UE. Proposer ces solutions n'est rien de plus qu'entretenir les mêmes illusions que les partis et groupes nationalistes, fascistes et néo-nazis ; c'est se ranger derrière un souverainisme pseudo-révolutionnaire.

Construire l'Unité révolutionnaire de la classe ouvrière et des masses populaires !

Dans chaque pays européen, les représentants de la bourgeoisie, qu'ils soient de gauche, du centre ou de droite, ont tous fait porter les conséquences de la crise économique sur le dos des travailleurs et des travailleuses. La crise a pour eux été l'opportunité de réorganiser l'appareil de

production. Ainsi, on retrouve de manière générale en Europe une hausse du chômage, une dégradation des conditions de travail, une dérégulation des contrats de travail (la fameuse « flexibilité »), la privatisation de l'éducation et de la santé, la baisse des aides sociales, …

Cette situation produit un mécontentement général et de nombreuses luttes ouvrières et de masse ont explosé dans différents pays. Ces luttes rentrent, au fond, en contradiction avec les illusions entretenues par différents partis et syndicats comme quoi il est possible de réformer le système, qu'il faut se contenter de revendications économiques. Mais en pratique, ces partis et ces syndicats, bien intégrés à l'appareil d'Etat, arrivent encore à endiguer certaines de ces luttes. Certaines luttes arrivent à briser ces digues. Mais dans tous les cas, le manque de perspective révolutionnaire et de stratégie empêchent ces luttes d'aboutir et de se développer.

Dans ce contexte, les fascistes et néo-nazis développent leur propagande illusoire et malgré leur vœu de quitter l'Europe et de sortir de l'Euro, participent aux élections européennes en espérant former un bloc au parlement. Dans chaque pays d'Europe, avec la complicité bienveillante des Etats de plus en plus policiers, se développe les partis et groupes fascistes et néo-nazis. Certains arrivent même à se faire élire au parlement. Ils désignent les immigrés, les Rroms, comme boucs émissaires afin de diviser la classe ouvrière ; ils s'attaquent à la finance internationale masquant ainsi le fait que la source de la crise est le capitalisme en lui-même ; ils en appellent à la nation, défendant ainsi leur propre bourgeoisie. Ainsi, ils ne défendent pas les intérêts des ouvriers et ouvrières, ils défendent les intérêts du Capital.

Face à cela, le boycott des élections européennes doit jouer le rôle de renforcement de la prise de conscience que l'Europe n'est pas l'Europe des peuples et ne sera jamais l'Europe des peuples tant que le prolétariat et les masses opprimées de chaque pays d'Europe ne se seront pas levés et n'auront pas renversé leur propre bourgeoisie. Participer aux élections européennes et se dire révolutionnaire sous prétexte que « c'est à Bruxelles que tout se décide» c'est maintenir l'illusion que l'on peut réformer le système et que le parlement européen peut en être un outil.

La question de fond, c'est celle de la nécessité de la révolution. Et pour qu'il y ait une révolution qui change réellement les conditions de vie des travailleurs et travailleuses, l'Histoire a maintes fois prouvé que cela était impossible sans un Parti authentiquement révolutionnaire capable de donner aux luttes ouvrières et aux mouvements de masse une perspective et une stratégie révolutionnaires. Afin d'être un outil efficace, ce Parti doit se baser sur l'idéologie ayant guidé plus d'un siècle de combat de la classe ouvrière, le marxisme-léninisme-maoïsme. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons développer l'Unité révolutionnaire de la classe ouvrière et des masses populaires et développer les outils nécessaires à la révolution et à la construction du socialisme en direction du communisme.

Déjà, dans plusieurs pays du monde, ce genre de Parti existe et se développe. Ainsi, en Inde et aux Philippines, les Partis Communistes maoïstes dirigent la Guerre Populaire. En Turquie, en Afghanistan, au Pérou, ils se réorganisent pour préparer et développer la Guerre Populaire. Dans les pays impérialistes comme en Espagne, au Canada, aux Etats-Unis, en Italie, ils se développent pour porter la voie révolutionnaire au sein même de l'antre de la bête. En France, un processus d'Unification des maoïstes est en cours afin de renforcer la dynamique révolutionnaire que nous portons.

Boycottons les élections européennes !

Contre l'impérialisme européen et tous les gouvernements anti-populaires et réactionnaires !

Développons les luttes populaires !

Ecrasons la crise avec la révolution !

PCmF - Bloc Rouge (Unification des maoïstes)

Organiser le Front Uni contre le capitalisme et le fascisme

On ne peut lutter contre le fascisme, sans lutter contre le capitalisme dont le fascisme représente la fraction la plus réactionnaire du capital financier.

Lutter contre le capitalisme, c'est mener la lutte de classe contre la bourgeoisie et son appareil d'Etat, contre le gouvernement bourgeois, qu'il soit de droite comme de gauche.

En période de crise, le capital financier investit dans les secteurs les plus rentables, restructure les moins rentables, modernise son appareil de production, le délocalise, pour abaisser ses coûts de production.

Le résultat ce sont les suppressions massives d'emploi, des droits sociaux, le restructuration de l'Etat, l'adoption de lois coercitives, d'encadrement et de surveillance de la population, de la diffusion d'une culture bourgeoise décadente, de la défense idéologique du système à travers les médias, la presse, la pénétration partielle de l'idéologie fasciste au sein de l'appareil d'Etat.

Quel est l'objectif du front uni ?

Le front uni mène la lutte frontale contre le capitalisme et ses représentants de droite ou de gauche, et le plus radical d'entre eux, le fascisme, c'est-à-dire que le front est pour un changement radical du système. Le Front Uni est donc un Front révolutionnaire.

La démonstration est faite qu'avec la droite ou la gauche, c'est la perpétuation du système capitaliste, c'est la poursuite du pillage impérialiste, ce sont les guerres pour le maintenir, c'est le risque de guerre généralisée.

La stratégie du Front de Gauche s'inscrit dans le cadre du système, par la conquête du parlement et de la présidence de la république par la voie électorale, en prétendant qu'une fois au pouvoir, ils pourront rendre le capitalisme humain. Les élections municipales montrent que l'objectif des uns et des autres, est d'obtenir des places, à travers des combinaisons électorales. Une fois en place, ils se comporteront comme des gestionnaires du système qu'ils ne veulent pas détruire. Le Front que nous construisons rentre forcément en contradiction avec la conception du Front de Gauche, mais nous savons bien que de nombreux et nombreuses militantes de base sont sincères et partagent notre analyse.

Le Front uni est un Front Populaire, un Front de masses !

Comme on dit «Ce sont les masses qui font l'histoire». Il n'y a aucun changement de régime, encore moins de révolution dans lesquelles, le poids des masses, la participation ou l'appui des masses ne soient déterminant. Les exemples sont innombrables : Révolution Française, Révolution de 1848 en France et en Europe, la Commune de Paris, la Révolution d'Octobre, la Révolution chinoise, les luttes de libération nationale, les révoltes populaires. Il en ressort que le Front Uni aujourd'hui, ne peut être qu'un Front Révolutionnaire Anticapitaliste/Antifasciste et Populaire.

Comment peut se développer le Front ?

Le Front ne peut se développer en dehors des luttes, sans considérer le degré de développement des ces luttes, l'alliance tactique avec différentes forces dans les luttes de masses.

Par exemple, pour la formation d'un Front du logement, regroupant sur une région les différentes luttes, puis poser les revendications générales du logement pour toutes les catégories de locataires du publics ou du privé, des SDF que nous pouvons tous devenir ; à savoir le droit à un logement pour tous et toutes, avec un loyer modéré.

Face à la pénurie, le mouvement des squats s'amplifie, parmi la jeunesse et les sans-abri.

Il y a plus de 2, 5 millions de logements vides, sans compter les bureaux et immeubles inoccupés, public ou privé. Nous sommes des millions de mal-logés, d'expulsés, sans logement.

Une loi de réquisition existe, l'Etat ou les collectivités locales ne l'applique pas. Il faut l'appliquer à leur place, en s'organisant dans les quartiers populaires pour s'opposer massivement aux expulsions, aux démolitions sans relogement, en réquisitionnant en masses les logements vides, en appelant à leur mise en état par les habitants eux-mêmes, en mobilisant bricoleurs, chômeurs et sans-abris, tout cela est possible.

Il faut organiser la résistance, un vaste mouvement populaire en lien avec tous ceux engagés dans cette lutte pour un logement pour tous et passer à une vaste offensive sur le front du logement. Les réformistes proposent d'attendre sur les listes HLM et expulsent ceux qu'ils ne peuvent reloger. Leur but c'est rénover au profit des plus aisés, se faire une clientèle pour être élus et continuer à gérer le système sans le bouleverser, sans prendre aucun risque, ni initiative pour impulser un mouvement de réquisition et mobiliser les masses en conséquence. Ce sont des conciliateurs avec la bourgeoisie et des liquidateurs des initiatives populaires.

Le Front ouvrier

La logique du système capitaliste c'est de faire le plus de profit possible, de rendre le coût du travail, seul producteur des richesses, le moins élevé possible. Les capitalistes en concurrence entre eux, mais uni contre le monde du travail, utilisent les ouvriers et ouvrières, les prolétaires, les travailleur et travailleuses comme un rouage de l'outil de production. Pour diminuer le coût du travail, arracher le maximum de plus-value sur le dos des ouvriers et ouvrières, en achetant des machines plus performantes contre ses concurrents qui en font de même, du coup supprimer des emplois pour compenser tout en augmentant la productivité, en baissant les salaires, en délocalisant pour réaliser des gains de productivité. Ainsi font tous les groupes monopolistes, le capital financier.

Les Etats, quel que soit le type de gouvernement, font des cadeaux aux patrons, exonération ou diminution des charges patronales et diminution des prestations pour les travailleurs. Toute cette politique patronale, étatique et gouvernementale a aussi une répercussion sur la vie dans les quartiers, sur le logement.

La politique de conciliation des directions syndicales, elles-mêmes liées au réformisme en matière politique, désorganise le monde ouvrier sur le lieu de travail, le divise, sème des illusions sur la possibilité d'améliorer les choses alors qu'elles se dégradent constamment, ce qui permet à la démagogie fasciste d'attirer une partie de la population et de la classe ouvrière, dans les mailles du filet qu'ils sont en train de tendre.

Ce qu'a besoin la classe ouvrière, les travailleurs, c'est un Front ouvrier contre l'exploitation capitaliste unissant syndiqués et non-syndiqués sur chaque lieu de travail, sur une même ville, une même région.

C'est sur le terrain de la lutte des classes contre le capital, contre la montée du fascisme, contre la répression de l'Etat, sur les lieux de production et d'habitat, sur la base des intérêts de la classe ouvrière avec les couches populaires et les éléments démocratiques que peut se développer un véritable front révolutionnaire, anticapitaliste, antifasciste et populaire.



AG des actionnaires Michelin : La réunion des parasites

Comme chaque année, l'assemblé générale des actionnaires du groupe Michelin se tiendra à Clermont-Ferrand en cette fin du mois de Mai. Comme tous les ans, le bal des parasites pourra se vautrer dans un luxe bien habituel tout en discutant de l'avenir de l'entreprise, c'est à dire de ses 113 400 travailleurs répartis en 18 pays.

Le palmarès Michelin, c'est un bénéfice de 1127 milliards d'euros pour 2013, de quoi arroser grassement les actionnaires qui ont de beaux jours devant eux.

Pour les ouvriers et les ouvrières, la réalité est tout autre, Michelin n'est pas synonyme de petits fours, de banquets, de luxe et de dividendes fabuleux. Pour les hommes et les femmes qui travaillent dans les usines du groupe, le quotidien c'est les conditions de travail dégradantes, les 3/8, les accidents et les blessures dus aux manquements à la sécurité et à l'accélération des cadences.

Pour un travailleur, le bibendum, c'est la répression syndicale, les salaires de misères, les licenciements comme à Joué les Tours (706 licenciement) ou à Budapest (fermeture de l'usine d'ici 2015).

Pour les peuples, Michelin c'est hier comme aujourd'hui, le symbole personnifié de l'exploitation et de l'impérialisme. Hier dans les plantations d'Hévéa en «Indochine», aujourd'hui avec le lancement de l'usine de Kandigai dans l'État Indien du Tamil Nadu ; projet qui est un véritable crime contre les populations locales.

Pour résumer, l'entreprise Clermontoise, c'est des lendemains radieux pour une minorité de parasites, et l'exploitation, l'oppression et l'impérialisme pour des centaines de milliers de travailleurs et travailleuses.



Pourtant, ce ne sont pas les actionnaires qui produisent les richesses du groupe, au contraire, ces derniers ne sont que les profiteurs. Les usines, ce ne sont pas les patrons qui les font tourner, ce sont les ouvriers, les hommes et les femmes qui tous les jours s'esquintent et se tuent à la tâche pour des salaires ne permettant même pas de vivre dignement. Les actionnaires ont besoin de notre travail, car la plus-value qui assure leur train de vie luxueux est tachée du sang et de la sueur des prolétaires. Les travailleurs eux, n'ont pas besoin des patrons qui ne jouent aucun rôle dans le processus de production ; les usines, c'est nous qui les faisons tourner, les richesses c'est nous qui les produisons !

Mais quand les ouvriers et ouvrières se révoltent contre les licenciements, les mauvaises conditions de travail ou pour réclamer une augmentation de salaire permettant simplement de survivre, les patrons font appel à l'État, et les flics interviennent bien vite pour défendre les intérêts de la bourgeoisie. Quoi de plus normal quand on sait qu'aujourd'hui le gouvernement qui gère l'État n'est que le servile représentant des intérêts du patronat. Cette situation peut et doit changer, mais pour cela, nul besoin d'aller voter comme cherche à nous le faire croire l'ensemble des partis réformistes.

Pour changer cette société il n'y a qu'une solution : mettre le pouvoir entre les mains des travailleurs et travailleuses. C'est eux et eux seuls qui ont la force de jeter à bas le vieux monde capitaliste pour construire une société, où les parasites, comme ceux réunis en cette fin mai à Clermont-Ferrand, ne pourront imposer leur dictature à l'immense majorité du peuple !

A BAS LES PATRONS PARASITES !

LA CLASSE OUVRIERE DOIT S'ORGANISER !

C'EST ELLE QUI PRODUIT LES RICHESSES, C'EST A ELLE DE DIRIGER LA SOCIETE !

Contre les réformes anti-populaires du gouvernement, Unité de la classe ouvrière !

Une attaque contre la classe ouvrière et les masses populaires

Après la «réforme» des retraites, celle de l'ANI contre le droit du travail, la «Sécurisation de l'emploi», le blocage des salaires des fonctionnaires, un autre volet est mis en place : le pacte de responsabilité véritable pacte contre la classe ouvrière et les salariés, adopté par le MEDEF et les directions syndicales traîtres (CFDT, CFTC, CGC/CGE).

Ce pacte est mis en place pour atteindre les objectifs du traité de stabilité européen. Pour le réaliser, l'Etat bourgeois dirigé par le social-traître Hollande, et les valets de la bourgeoisie au gouvernement annoncent 50 milliards «d'économies supplémentaires», qui seront encore une fois obtenus par des coupes dans les services publics et la protection sociale. Il y a donc un Front antisocial composé de l'Etat, du gouvernement, du MEDEF et des syndicats traitres contre le monde du travail.

Après toutes les exonérations de cotisations au profit du patronat ces dernières années, le patronat va être exonéré totalement des cotisations de la branche famille pour soi-disant créer

des emplois. Le gouvernement poursuit la politique de la droite dans le secteur public, la réduction des emplois, la dégradation du service tant au niveau national qu'au niveau des collectivités territoriales.

Les cotisations patronales sont en réalité constituées par la plus-value que le patron se fait sur le dos des travailleurs et travailleuses. Ce qui veut dire qu'en exonérant les patrons, le taux de la plus-value est augmenté pour le patron et que la charge des cotisations de la branche famille est transférée aux salariés, en augmentant impôts, en diminuant les droits sociaux, etc. Cette exonération s'élève globalement à 36 milliards, qui s'ajoutent aux 172 milliards d'aides publiques de toute sorte dont bénéficie le patronat.

La CGT, FO, la FSU, SOLIDAIRES appellent à manifester contre le pacte, l'arrêt de toutes exonérations au patronat, le maintien du financement de la Sécu etc. On ne peut qu'être d'accord avec ces revendications, mais on ne peut oublier pour autant la politique de conciliation des directions des grandes centrales. Nous devons prendre conscience que la seule solution pour l'arrêt des licenciements, des délocalisations, des externalisations, des «restructurations», du chômage, etc. est impossible de manière durable si on ne détruit pas le système qui produit tout cela : le capitalisme, dont l'économie est dominée par le Capital financier.

Le gouvernement, c'est l'outil de la bourgeoisie contre les masses de travailleurs et travailleuses !

Le gouvernement utilise l'appareil d'Etat pour mâter les syndicalistes combattifs, les antifascistes, les anti-impérialistes, déployant massivement la police contre les manifestations.



Il en fait de même contre les immigrés, les Rroms, afin de diviser la classe ouvrière et le peuple. Il apporte ainsi de l'eau aux thèses du Front National et au développement des groupuscules ouvertement fascistes et néo-nazis qui attaquent, tuent des immigrés et des antifascistes.

Face au pacte passé par l'Etat, le gouvernement et les directions syndicales traîtres, les politiques réformistes, sèment des illusions, sont inefficaces pour s'opposer à la montée du fascisme qui fleurit sur fond de crise et des désillusions d'une partie de la classe ouvrière et des couches populaires.

Le gouvernement et les syndicats traîtres, en pactisant avec le patronat, creusent le lit du fascisme, qu'ils le veuillent ou non.

Syndiqués ou non syndiqués, il nous faut développer en partant de la base un véritable Front Ouvrier Révolutionnaire contre le Capital, le gouvernement et ceux qui collaborent avec lui. Combattre pour les intérêts de la classe ouvrière et des masses populaires, c'est aussi combattre le fascisme, le racisme, pour préparer l'offensive contre le système capitaliste et mettre à sa place un système nouveau, celui des producteurs et productrices de richesses, celui des travailleurs et des travailleuses.

Luttons contre les réformes anti-populaires du gouvernement !

Luttons pour les intérêts de la classe ouvrière et des masses populaires !

Pour un Front Ouvrier Révolutionnaire !

Unis nous vaincrons !

Grève illimitée à Eau de paris

Les fontainiers de Eau de Paris, production et distribution de l'eau à Paris, sont en grève illimitée en raison de la pénibilité et de la dangerosité de leur travail.

Entre 1949 et 1997, le revêtement des canalisations au coaltar (goudron de houille) est effectué. Pour cela, il faut piqueter et gratter la conduite au marteau et à la chaîne, brosser à la brosse métallique, puis peindre au coaltar.

Jusqu'en 1970, la peinture employée était le «Brai Vibert» composé de 70 % de brai (facteur de risque pour le cancer du poumon), 9 % de benzine, 21 % d'huile lourde de houille. A partir de 1970, le «Bitulatex Standard VP», contenant du vinyl et de l'amiante (type Chrysotile), est utilisé jusqu'en 1983. En 1997, l'amiante est interdite (Décret n° 96-1133 du 24/12/1996).

En 2011, la Direction de l'assainissement de la Mairie de Paris informe la direction de Eau de Paris de la présence d'amiante dite «liée» à l'intérieur du coaltar dans ces revêtements, posée dans la 2ème moitié du 20ème siècle sur les canalisations en fonte pour les protéger de la corrosion. Il faudra attendre le 12 octobre 2012 pour que des représentants du personnel déclenchent une procédure de danger grave, alors que les distributeurs privés Veolia et Suez, qui ont géré la distribution d'eau à Paris de 1985 à 2010, puis Eau de Paris, savaient que les employés travaillaient au contact de l'amiante en réparant les conduites ou en ouvrant les vannes. La limite d'exposition est de 10 fibres par litre d'air. Quand on découpe une conduite, cela monte jusqu'à 6200 fibres.

Non seulement les fontainiers sont victimes de l'amiante en intervenant sur les conduites mais aussi au cours du cheminement pour inspecter les fuites. Les fontainiers opèrent dans les égouts. Ils et elles sont soumis à d'autres pollutions comme leurs collègues égoutiers, comme nous l'a relaté un médecin ayant travaillé au CRCP (Centre de Recherche et de Contrôle de Paris) puis à la Régie de 2003 à 2006 - deux sociétés ayant fait faillite, dont les 163 employés ont été reclassés par la Mairie de Paris.

En effet, les graisses provenant des déchets de restauration produisent du

méthane qui se transforme au contact de l'air en hydrogène sulfureux (H2S) qui, en modifiant des hormones, porte atteinte au cerveau, au pancréas, aux intestins, au foie. Les déjections de rats provoquent des hépatites E qui détruisent une partie du foie et peuvent conduit à un cancer et condamner celui ou celle qui est atteint.

Les laveries industrielles rejettent des détergents cancérigènes dans les eaux de lavage usées.

Sont exposés aussi dans les égouts d'autres intervenants comme les agents de télécoms, les ouvriers du bâtiment.

La ville de Paris était au courant de la présence d'amiante et d'Hydrocarbures Aromatiques Polycliniques (HAP), produits cancérigènes, dans les revêtements bitumeux qui recouvrent les conduites d'eau installées dans les égouts de Paris.

Les syndicats CGT, CFDT, CFTC qui ont appelé à une grève illimitée, exigent une revalorisation et un élargissement à tous les agents du congé de fin de carrière effectuant des travaux pénibles et dangereux ou sales : 20 jours/an de 16 à 20 ans, 25 jours de 21 à 25, 30 jours de 26 ans et +, et la mise en place de mesures de sauvegarde pour ceux qui ont effectués plus de 20 ans de travaux pénibles et/ou insalubres.

Leur combat est juste ! L'espérance de vie des fontainiers et des égoutiers est largement inférieure à celle de cadres, et même à d'autres professions ouvrières. Cela doit être pris en compte pour l'amélioration de leurs conditions de travail et l'avancée de l'âge de départ à la retraite afin qu'ils et elles puissent partir du travail en bonne santé !

Solidarité avec les fontainiers de Paris !

Revalorisation du congé de fin de carrière !

Nous ne devons pas perdre notre vie à la gagner !



La grève est victorieuse !

40 fontainiers de la Ville de Paris étaient en grève depuis une semaine pour obtenir la reconnaissance du travail insalubre, sale et dangereux de leur travail dans les égouts, les galeries et caves et obtenir des indemnités de travaux sales (ITS) et des indemnités de travaux dangereux (ITD).
Un protocole d'accord de sortie de conflit a été signé entre la direction de l'EPIC Eau de Paris et les syndicats CFDT, CFTC, CGT : reconnaissance de l'insalubrité donnant droit à des compensations ITS et ITD, congé de fin de carrière, 5 jours annuels de repos.
Le suivi médical est renforcé et en cas de maladie professionnelle, un poste sera proposé sans intervention en milieu insalubre et sale, sans déclassement ni discrimination de carrière.
D'autre part, il y aura réparation du préjudice amiante et HAP aux salariés exposés sans protection jusqu'au 12 octobre 2012, sur la base de leur ancienneté depuis leur embauche.
Leur mobilisation combattive et déterminée a donc payé mais il ne faut pas se leurrer, tant que nous vivrons dans un système qui est régit par la recherche du profit maximum et non par la satisfaction maximale des besoins de chacun, ce genre de lutte se reproduira encore et encore…

Compte-rendu de la journée de solidarité avec les 5 de Bridgestone Béthune du 24 mars 2014

300 pour soutenir «les 5» ! Voilà encore une mobilisation dans le Bassin Minier Ouest à la hauteur de l'enjeu.

300 travailleurs de l'interpro en face à face avec une direction qui entend réprimer l'action syndicale, qui entend museler les salariés-es dans cette entreprise multinationale où les propriétaires japonais ont mis en place un directeur polonais venu détruire les emplois, bouleverser les cadences de travail, réduire les droits et acquis… afin que l'action finale, c'est à dire la potentielle fermeture de l'usine, soit la moins couteuse possible et avec la plus petite opposition possible… mais il y a la CGT, SUD et l'intersyndicale BMO !

300 face à des voyous pour qui 1 euro vaut plus qu'une vie de travailleur : salariés-es de l'usine, de l'Union intersyndicale de luttes du Bassin Minier Ouest (CGT-SUD-CNT-FSU), des UL CGT, UD, de la CSD, de l'US Santé/action sociale, des fédérations Chimie, des camarades du PCF, et même des camarades de Lille : actifs, retraités, sans-emplois, du public et du privé… unis face à la répression antisyndicale contre 5 travailleurs de Bridgestone Béthune… la direction ne devait pas s'attendre à un tel déploiement solidaire qui a obligé les forces de l'ordre à bloquer la circulation de l'artère principale de la Zone Industrielle Washington, créant des perturbations importantes dans Béthune.

13h45, la mobilisation s'intensifie, la sono bat son plein, les pneus sont

allumés, les camions ne sortent plus et ne pourront sortir qu'à 17h30. La direction est aux abois, ses huissières provoquent mais remballent rapidement leur mépris pour les travailleurs, et les discussions vont bon train avec un sujet de circonstance, les élections municipales mais aussi sur une note de la direction. Dans la matinée, celle-ci a affiché une note qui explique les raisons de sa démarche contre les salariés convoqués, une grave erreur de procédure qui démontre bien qu'il s'agit bien d'une répression antisyndicale en lien avec l'action du 19 février à l'initiative de la CGT et de SUD et de la grève qui s'était poursuivie la nuit à l'initiative d'un délégué de la CFTC (qui n'est pas convoqué). Aussi, nous allons débattre sur l'éventualité d'une action en justice devant le Tribunal Correctionnel avec constitution de parties civiles, pour entrave délibérée à la liberté syndicale et au droit de grève, car tous les éléments permettent de démontrer les actes délictueux de cette direction qui n'agit que dans la provocation, le mensonge et le mutisme.

14h50, le premier convoqué, un camarade délégué SUD, accompagné par un de ses camarades, entre dans l'usine sous les applaudissements des 300 travailleurs solidaires qui l'accompagneront par l'extérieur jusqu'au niveau du lieu de convocation, le bureau des ressources humaines. Ils sortiront à 15h30 pour nous expliquer les reproches de la direction, les mêmes que celle-ci avait déjà annoncé dans sa note… les voitures devant les grilles, les clients mécontents, et même le SAMU bloqué (?)

15h50, le deuxième convoqué, un camarade syndiqué de la CGT, accompagné par un délégué CGT, entre dans l'usine, cette fois les délégués de l'interpro l'accompagnent jusqu'à la porte du bureau des ressources humaines à l'intérieur de l'usine malgré l'hostilité des gardes chiourmes et du DRH qui hurle «appelez la police !»… Là aussi par l'extérieur, les salariés l'accompagneront avec les applaudissements et les encouragements. Il ressortira à 16h20 et avec toujours les mêmes motifs, le blocage de l'usine le 19 février.

16h50, le troisième convoqué de la journée, un camarade délégué de SUD, entre à son tour, toujours sous les applaudissements et toujours accompagnés par les salariés solidaires. Il ressortira à 17h45. Entre temps, décision est prise de lever le piquet devant les grilles, les camions sortent !

Ce 25 mars, à 14h00 et 15h00, les deux derniers des 5 sont aussi convoqués devant la RH…

Nous attendons donc le résultat des décisions de la direction, et en cas de sanctions ou de sentences, nous devrons, en lien avec les syndicats du site, prendre des dispositions nécessaires car nous avons prévenu la direction que toucher à l'un d'entre nous, c'est nous toucher tous … à suivre donc et soyons prêts à nous remobiliser !

Sur la lutte à Bosal Le Rapide

Depuis l'annonce de la liquidation judiciaire de leur usine en février dernier, les ouvriers du sous-traitant automobile Bosal Le Rapide à Beine-Nauroy (Marne) occupaient leur usine. Menacés de licenciement, ils réclament une prime de 40 000 euros par rapport aux 8 000 que leur propose la direction. Puisque rien n'avançait, ils ont alors menacé de faire exploser leur usine à partir de la fin mars. Là, les médias se sont intéressés à eux… pour une journée !

Puis l'occupation a continué, durant 9 semaines au total. Puisque rien n'a bougé là non plus, ils ont finalement décidé d'arrêter l'occupation et de porter l'affaire devant les prud'hommes. Le patron va pouvoir récupérer son outil de production qui en réalité ne devrait pas lui appartenir, au vu de l'argent qu'il a pu tirer de l'exploitation des ouvriers sur ces machines ! Des fois, on se dit que les meilleurs moments de réconfort sont autour d'un grand feu de joie…

Molex : 6 ans après, indemnités pour les licenciés !

En octobre 2008, profitant de la crise économique pour réorganiser son appareil de production, le groupe américain Molex informe qu'il veut arrêter les chaines de production de son usine de Villemur-sur-Tarn, commune de quelques 5000 habitants.
Les 280 ouvriers et ouvrières de l'usine, soutenus par les habitants de Vllemur, commencent alors la lutte contre les licenciements d'une entreprise rentable : occupation du site, grève illimitée, séquestration de cadres, …
Après des négociations tendues, le «plan de sauvegarde de l'emploi» est finalement voté par une majorité d'ouvriers et d'ouvrières un an après le début de la lutte, les indemnités légales de licenciement ayant été majorées en fonction de l'ancienneté.
Eric Woerth, alors ministre du Travail, autorise les licenciements économiques en mars 2010.
En septembre de la même année, près de 200 ouvriers et ouvrières, dont la plupart sont au chômage, décident de faire un recours aux prud'hommes, contestant leur licenciement économique.
En octobre, le groupe Molex annonce un chiffre d'affaires record de 33 % et annonce en même temps l'arrêt du financement du «plan social» pour les 19 représentants du personnel.
La lutte continue alors sur le front légal pour faire annuler les licenciements économiques, étant donné la rentabilité de l'entreprise. C'est ce qui avait conduit à la décision de justice de mai 2013 à l'annulation du licenciement de 23 salariés protégés (délégués, …). C'est ce qui a conduit aujourd'hui à la décision des prud'hommes d'indemniser l'ensemble des ouvriers et ouvrières ayant fait recours contre leur licenciement économique.
6 ans après le début de la lutte et malgré la fermeture de leur usine, les ouvriers et ouvrières de Molex n'ont pas lâché l'affaire et ils et elles ont eu raison ! Les indemnités ne remplacent pas un boulot et on peut se dire qu'il aurait mieux fallu mettre toutes ses forces contre la fermeture de l'usine. Mais ce que montrent les Molex, c'est qu'il faut aller jusqu'au bout dans la lutte et utiliser tous les moyens possibles ! A défaut d'un emploi stable, ils et elles auront au moins démontré que lorsque la classe ouvrière relève la tête et prend ses affaires en main, elle peut remporter des victoires, aussi limitées soient elles.

Logement : organiser et élargir la résistance !

Y a-t-il pénurie de logement ?

Les terrains dans le centre des grandes villes ont atteint des prix faramineux. Depuis Haussmann, les quartiers populaires de Paris ont été démolis pour faire place aux appartements somptueux, aux bureaux, aux banques et commerces. Les prolétaires sont chassés vers les cités des banlieues. Les propriétaires des vieux immeubles ne les réparent pas et les vendent aux promoteurs qui les revendent à la découpe ou les louent à des prix élevés. Parfois, des incendies criminels accélèrent la juteuse «rénovation». Les prix de vente et des loyers s'envolent. L'Etat ou la ville spécule, brade le logement social existant et ne construit plus de logements sociaux.

Les plus démunis ne peuvent plus se loger que dans des taudis insalubres, vétustes, loués à prix d'or par les marchands de sommeil. Les plus pauvres, les SDF ne peuvent même pas louer un logement quand ils travaillent car il faut gagner 3 fois le montant du loyer ou des garanties.

Friedrich Engels écrit dans La Question du Logement : «Ce qui est certain, c'est qu'il y a dans les grandes villes déjà suffisamment d'immeubles à usage d'habitation pour remédier sans délai par leur emploi rationnel à toute véritable «crise du logement». Ceci ne peut naturellement se faire que par l'expropriation des propriétaires actuels, par l'occupation de leurs immeubles par des travailleurs sans abri ou immodérément entassés dans leurs logis ; et dès que le prolétariat aura conquis le pouvoir politique, cette mesure exigée par le bien public sera aussi facile à réaliser que le sont aujourd'hui les expropriations et réquisitions de logements par l'État.»

Le fond du problème que nous connaissons aujourd'hui est identique. Il y a entre 2, 5 et 3, 5 millions de logements vides dans l'Etat français, dont plus de 320 000 rien qu'en région parisienne.

Il y a plus de 3, 6 millions de personnes non ou mal logées, dont plus de 685 000 n'ont pas de domicile personnel, et plus de 5, 2 millions ont des conditions de logement très difficiles.

La réquisition des logements vides suffirait donc à ce que chacun et chacune ait accès à un logement. La construction de logements sociaux permettrait de résoudre le problème du mal logement, même si ce n'est qu'une solution d'urgence qui ne résoudrait pas l'ensemble du problème du logement.

La réfection des vieux logements et la construction des nouveaux permettraient, en outre, d'embaucher et de former des dizaines de milliers de chômeurs. Avec le peuple au pouvoir, le problème pourrait être résolu en 2 ans.

Pourquoi y a-t-il une crise du logement ?

En matière de logement, la bourgeoisie a pour politique le profit, composé de 4 parties :

1. La plus-value prise sur le travail des travailleurs des mines, carrières, fabriques de ciment, plâtre, verre, profilés d'aluminium, fer à béton, etc.,

2. La plus-value prise sur le travail des ouvriers du bâtiment qui travaillent dans des conditions dégueulasses,

3. La spéculation foncière, (vente de terrain et revente de locaux, appartements, etc.) et la rente foncière (location, fermage),

4. Le prêt bancaire pour l'achat des logements.

Le terrain est d'abord la terre à l'état brut : terres agricoles, prairies naturelles, forêts, montagnes, etc. En général, les municipalités, la région ou l'Etat rachètent à prix bas ces terrains dont les propriétaires ne connaissent pas la destination et donc la valeur future. Ils se chargent de les viabiliser (eau, électricité, égouts, routes, transports collectifs…) en faisant appel aux entreprises qui seront payées par les impôts. Leur prix bondit après viabilisation. Seulement, ils sont revendus au prix initial à des promoteurs immobiliers qui n'ont pris aucun risque mais encaisseront les profits lors de la revente : c'est la spéculation sur les terrains.

Dans ce régime, la viabilisation d'un terrain sert d'abord la spéculation foncière.

Les agents immobiliers et les promoteurs sont sur les rangs. Ils font monter le prix du terrain et encaissent au passage une commission. En plus, ils prennent leurs bénéfices sur la vente des appartements et locaux construits ou récoltent la rente foncière sous forme de loyer pendant que les banques accordent des crédits qui vont faire doubler le prix d'achat de l'appartement en 20 ans. C'est le premier cycle de la spéculation foncière.

Pour maintenir le taux de profit, la bourgeoisie doit entretenir une certaine rareté dans la construction de logements ou la remise en état de logements anciens, sinon le cycle est fermé, la spéculation ne peut s'amplifier faute d'acheteurs ou de locataires demandeurs en attente. C'est pourquoi la bourgeoisie limite au minimum la construction de logements sociaux ou l'entretien des immeubles. La concurrence n'est ici qu'une façade : les gros promoteurs immobiliers tombent toujours d'accord sur notre dos !

En plus, dans ce système, il est plus avantageux, grâce à la spéculation, de revendre un bien plutôt que de l'entretenir. La construction d'appartements, de locaux avec des matériaux solides qui durent longtemps s'inscrit contre la spéculation. La bourgeoisie préfère laisser les bâtiments se dégrader, les démolir et reconstruire pour toucher le jackpot. De toute façon, les bourgeois ne s'intéressent pas à l'état de ces logements puisqu'ils ne les habitent pas !



De la même manière, la bourgeoisie a besoin d'une demande solvable et avec nos salaires, ce n'est pas possible, c'est pour cela qu'elle a créé l'aide au logement. C'est ce qui lui a permis d'augmenter les loyers ! Avant, on payait son loyer mais comme on ne pouvait pas payer beaucoup, les propriétaires ne pouvaient pas gagner autant que ce qu'ils voulaient donc ils ont imposé à l'Etat une aide et en ont profité pour augmenter les loyers d'autant ! En plus, cette aide est en réalité prélevée sur nos salaires !

Que faire ?

La loi de réquisition existe. Elle est prévue dans plusieurs articles du Code de la Construction et de l'habitation (articles L641-1 et suivants, et L642-1 et suivants).

Elle a été très rarement utilisée : en 1995 pour 448 logements ; en 1996 pour 571 logements ; en 2001 pour 445 logements ; sans oublier les logements réquisitionnés juste après la guerre par les combattants communistes et catholiques.

Pour faire avancer la lutte sur le front du logement, nous devons :

1. Mener l'enquête, immeuble par immeuble, dans chaque quartier, ville par ville, pour localiser les logements vides et celles et ceux qui n'ont pas de logement, sont menacés d'expulsion.

2. Former des comités d'expulsés et des comités de lutte et de soutien pour résoudre nous-mêmes la question du logement.

3. Donner une impulsion générale, nouvelle, aux occupations, à la réquisition populaire des logements vides.

4. Organiser cette lutte au niveau d'un quartier, d'une ville, d'une zone, d'un département, d'une région puis dans tout le pays.

5. Exiger la construction de logements sociaux neufs.

6. Réquisitionner les terrains en friches, publics et privés.

En lien avec la lutte pour le logement, les questions suivantes se posent :

★Un travail

★Des papiers

★Un salaire décent

★Le coût de l'énergie (isolation et consommation énergétique)

D'autres questions se poseront au cours de la lutte et amèneront de nouvelles réponses de notre part et ainsi de suite.

Bien que chaque situation soit différente, le fond du problème du logement est le même pour toutes et tous : SDF, travailleurs et travailleuses logés dans les foyers, Rroms, mal logéEs, demandeurs et demandeuses d'asile, mères célibataires, endettéEs, SMICards et SMICardes, chômeurs et chômeuses, RSAstes, etc.

Aujourd'hui, plusieurs luttes éclosent face aux situations invivables dont nous souffrons. Ces luttes nécessaires témoignent de l'esprit de résistance qui doit nous animer. Nous ne devons pas avoir d'illusions : la solution durable ne s'obtiendra pas par les urnes mais par la lutte ensemble, jusqu'à l'établissement d'un rapport de force qui fasse reculer la bourgeoisie pour de bon.

Nous sommes les travailleurs et travailleuses qui produisons les richesses, nous sommes les seulEs qui pouvons résoudre le problème du logement !

Formons des comités dans tous les quartiers !

Organisons et élargissons la lutte pour le logement !

Sur la manifestation pour le logement à Saint Denis du samedi 15 mars

Samedi 15 mars dernier s'est déroulée une manifestation à Saint Denis contre les expulsions et la rénovation urbaine imposée, à laquelle ont participé trois collectifs en lutte pour le logement : le centre social auto-organisé l'Attiéké de Saint Denis, le Collectif Action des Résidents du CARA de Saint Ouen et le collectif des Baras de Montreuil/Bagnolet.

Une manif vivante, dynamique, qui a rendu hommage sur son parcours aux différentes luttes pour le logement et notamment aux morts de l'incendie du 39 rue Gabriel Péri.

Les flics ont essayé de jouer la provoc en voulant interpeller un manifestant dans la manif mais la solidarité collective les a empêcher de rentrer.



La journée s'est terminée à l'Attiéké, bâtiment occupé qui mêle logement et activités politiques, sociales et culturelles.

Cette initiative porte la perspective d'un Front de Lutte pour le Logement nécessaire, regroupant la diversité des situations de lutte pour le logement. Une suite qu'il va falloir encourager, soutenir, et suivre de près !

Tract diffusé par la Cause du Peuple lors de la manif du 15 mars à Saint Denis :

Des logements il y en a !
Par la lutte on les aura !

Le printemps arrive et avec la fin de la trêve hivernale, les expulsions fleurissent. Elles seront encore très nombreuses cette année, voire plus

que les années précédentes au vu de l'approfondissement de la crise que la bourgeoisie fait payer aux travailleurs et travailleuses. La question du logement ne peut pas être prise à part du contexte d'offensive de la bourgeoisie à l'encontre de la classe ouvrière et des masses populaires : fermetures de boites, licenciements, hausse des taxes, réduction des droits, chômage massif, etc.

Au niveau du logement, cette offensive se traduit par une politique de «rénovation urbaine» qui signifie en réalité des loyers plus chers et des logements qui ne sont pas destinés à celles et ceux qui en ont le plus besoin. En Ile de France, c'est le Grand Paris, où les anciennes usines sont remplacées par des «éco-quartiers» et des immeubles de bureau ; où les pauvres sont chassés pour faire place aux riches.

Face à cette situation, plusieurs collectifs se mobilisent pour résister et combattre la logique capitaliste de la recherche du profit maximum au détriment des droits les plus basiques comme celui du logement. Certains occupent des logements vides pour y trouver refuge et affirmer que le droit au logement passe avant le droit de propriété, d'autres occupent des bâtiments et les transforment en véritables lieux de vie ouverts sur le quartier afin que nous puissions reprendre nos affaires en main et élargir la résistance, d'autres, comme les Rroms, se battent contre la destruction de leurs lieux de vie, d'autres encore s'organisent contre les expulsions et pour le relogement, ou simplement pour l'application de la loi DALO.

Les situations liées au logement sont très diverses et nombreux sont celles et ceux qui se retrouvent isolés face à une expulsion et aux difficultés. La question des papiers est souvent importante dans ces luttes et est directement liée à celle du logement.

Dès aujourd'hui, nous devons faire en sorte d'élargir la résistance et de mener des actions communes sur le terrain concret de la lutte pour le logement. L'initiative liant aujourd'hui la lutte du Centre Social auto-organisé l'Attiéké, le Collectif Action des Résidents du Foyer de Jeunes Travailleurs CARA et du Collectif des Baras est un premier pas vers un nécessaire Front de Lutte du Logement.







Entre 2, 5 et 3, 5 millions de logements sont vides en France, dont 320 000 en Ile de France,

Il y a 3, 6 millions de personnes non ou mal logées dont plus de 685 000 n'ont pas de logement,

En plus, ce sont 5,2 millions de personnes qui ont des conditions de logement difficiles.

La loi de réquisition des logements vides existe, nous devons exiger son application !

Arrêt total des expulsions !

Des papiers pour toutes et tous !

Relogement stable et digne pour toutes et tous !

Réhabilitation et construction massive de logements accessibles !

Pour un Front de Lutte du Logement, élargissons la résistance !

Récit de la lutte au Foyer CARA de Saint Ouen

Récit de résident-es

En plein mois de janvier dernier, plusieurs voisins de notre foyer, le Foyer CARA -Foyer de Jeunes Travailleurs- de Saint Ouen (93), reçoivent une lettre glissée sous leur porte. Celle-ci leur annonce qu'ils et elles ont deux semaines pour quitter leur chambre et que leur serrure sera changée. Il n'en fallait pas moins pour qu'une mobilisation des résidents et résidentes démarre dans notre foyer laissé à l'abandon, où les plaintes sont nombreuses vis-à-vis des conditions de vie : entretien négligé, cafards et punaises de lit abondants, douches envahies par les moisissures, …

Dès le début de la mobilisation, nous apprenons qu'un couple de voisins a déjà été expulsé. A 6 heures du matin, deux travailleurs du foyer ont débarqué dans leur chambre et leur ont laissé 15 minutes pour prendre des affaires ; une fois ce délai passé, leur serrure a été changée.

Nous mettons en place le Collectif Action des Résidents du CARA et listons les revendications : des informations officielles sur la fermeture du Foyer ; la réintégration des expulsés ; l'arrêt des expulsions ; le relogement de tous les résidents.

Nous contactons la Mairie, dirigée par le Front de Gauche, mais celle-ci ne donne pas de réponse à notre demande de rendez-vous. Nous organisons alors un rassemblement pour être reçu-es. Après négociations, la rencontre commence dans une ambiance électrique. Les échanges sont vifs et la mairie affiche son vrai visage : le mépris à l'état brut. Face à nos inquiétudes et à nos interrogations, les représentant-es de la Mairie nous expliquent que le foyer doit fermer fin juin car le bâtiment a été vendu pour en faire un hôtel et que de toutes façons, nous ne sommes pas audonien-nes, qu'il y a d'autres précaires sur la ville qui ont également fait des demandes de logement et qu'il sera impossible de trouver une solution pour tout le monde.

Nous répondons que nous payons des impôts locaux, même si Paul Planque, ex-1er adjoint du maire (PCF), affirme que nous n'en payons pas (sic !) et que c'est une méthode dégueulasse d'opposer les pauvres entre eux ! Nous ajoutons que c'est quand même incroyable que nous ne soyons pas mis au courant de la fermeture du foyer et que rien n'a été prévu pour qu'aucun-e résident-e ne se retrouve à la rue, d'autant que ça fait un moment que la fermeture du foyer est prévue !

Au lieu d'une réponse claire, nous avons droit à quelques perles :

François Giunta (PCF), élu au logement, ose comparer le montant des impôts locaux qu'il paye avec les nôtres : « Vous payez combien ? 130 euros ? Mais moi j'en paye 2000 euros d'impôts locaux ! ». Evidemment, Mr. Giunta, nous habitons des chambres de 9m², avec un chiotte et une douche pour 8 chambres ! Déjà, 130 euros semble assez cher payé pour le service qu'on a, en plus des 340 euros de loyer !

Paul Planque se vante d'être très bon en rhétorique et nous dit qu'on ferait mieux d'aller manifester à Neuilly pour que la ville respecte le seuil minimal de logements sociaux…on croit rêver !

Selon la délégation de la Mairie, elle est trop à gauche et c'est pour ça qu'il y a le problème du CARA ! ! !

Bref, un échange vif qui s'éternise. Nos voisins et voisines s'impatientent dans le froid. Nous convenons d'un prochain rendez-vous qui se déroulera cette fois au foyer CARA. Nous sortons sous les aboiements de Paul Planque qui nous traite « d'inhumains » car nous avons osé nous mobiliser alors que la maire a perdu son mari une semaine auparavant…



Deuxième rendez-vous au foyer. La délégation de la mairie arrive encadrée par des policiers municipaux…alors que nous les recevons avec thé et café ! Le ton change et la délégation est obligée de répondre aux questions des résidents et résidentes du foyer venu-es en nombre, ainsi que quelques audoniens et audoniennes.

Toujours pas d'avancée dans les négociations. Mais nous ne lâchons pas l'affaire et continuons à informer la population de notre juste lutte. Nous avons déjà un sacré nombre de signatures sur nos pétitions.

Nous intervenons au Conseil Municipal, où nous expliquons le sens de notre lutte. Un délégué CGT de PSA Saint Ouen est venu nous soutenir mais le Front de Gauche ne lui laisse pas prendre la parole… Nous nous sommes fait entendre, les audoniens et audoniennes peuvent voir notre intervention sur internet.

Nous reprenons un rendez-vous avec François Giunta. Comme d'habitude, nous appelons à un rassemblement. Giunta arrive vers nous énervé, entouré de ses chiens de garde. Il refuse de nous recevoir sous prétexte que nous manifestons ! Nous lui renvoyons qu'il est élu d'un parti qui organise des manifestations, que Saint Ouen est une ville ouvrière et populaire et que c'est par la lutte que la classe ouvrière a pu conquérir des droits. Il dit ne pas

Le Foyer CARA est une structure paramunicipale, gérée par une association dont le ou la maire de Saint Ouen est président-e du Conseil d'Administration. L'OPHLM, dirigée par Jean-Claude Le Ny (PS), est propriétaire du bâtiment et siège également au CA de l'association qui gère le foyer. L'élu au logement de Saint Ouen est également le vice-président de l'OPHLM… Tout se beau monde se connait donc très bien a beau jeu de se renvoyer la balle quant à la responsabilité de la fermeture du foyer ! La vérité est que la vente du foyer représente plusieurs millions d'euros, plus les cadeaux personnels habituels de ce genre de vente. Quel poids pèsent 150 jeunes travailleurs et travailleuses, bien souvent précaires, aux yeux de ces gens-là, fussent-ils de « gauche » ? Apparemment pas grand-chose… « L'humain d'abord » qu'ils disaient !

vouloir travailler sous la menace (sic !), nous lui répondons que c'est nous qui sommes sous la menace de nous faire expulser, que c'est nous qui dormons mal la nuit, que c'est nous qui vivons dans un foyer à l'abandon, pas lui ! Pour des «communistes», refuser de recevoir des manifestant-es, c'est quand même pas mal ! Nous continuons donc round après round le combat avec la mairie…

Lors d'une rencontre avec le directeur, il nous dit qu'il a compris que selon la mairie, les expulsions seraient gelées jusqu'à la fermeture du foyer mais qu'il fallait vérifier. Finalement, nous apprenons qu'elles ne sont en fait repoussées que jusqu'au 31 mars, c'est-à-dire la fin de la trêve hivernale ! Scandalisé-es, nous partons le soir même à un meeting public de la maire, en pleine campagne électorale. L'entrée nous est refusée, la maire ne daigne même pas nous adresser un mot. Et encore une louche de mépris ! Nous en avons marre, nous décidons de faire le coup de poing !

Nous bloquons les rideaux de fer, tapons sur les vitres et chantons nos slogans habituels : «Des logements il y en a, il en faut pour le CARA !», «Pas d'expulsions, sans relogement !».

Le lendemain, nous avons un rendez-vous avec François Giunta et Hakim Allouch, élu à la Jeunesse, Front de Gauche, issu de la promotion «banlieue» de Sciences-Po Paris. On dirait que notre action a payé et que la mairie a compris que nous pouvions être une vraie épine dans le pied de leur campagne. Leur tactique est maintenant de diviser les résident-es entre eux, selon la bonne vieille technique du «diviser pour mieux régner». Allouch ira jusqu'à envoyer des textos à un voisin, lui affirmant «Il faut bien vous rendre à l'évidence, ce que vous appelez collectif, c'est quelques personnes qui sont en train de livrer une autre bataille que celle des résidents et effectivement une large majorité d'individus dans une situation précaire.» Donc la bataille du Collectif pour le relogement de tous les résidents ne correspondrait pas aux intérêts des résidents ! ! ! Tout simplement ridicule et provocateur. La mairie préfère chercher des résidents individualistes qui pourraient jouer la division au sein du foyer plutôt que de répondre positivement aux revendications légitimes des résidents et résidentes.

Nous obtenons quand même l'arrêt des expulsions jusqu'à la fermeture du foyer. Ou plutôt l'arrêt des «exclusions administratives» car selon eux, il n'y a pas d'expulsions dans un foyer… C'est sûr que se retrouver à la rue sans ses affaires avec sa serrure changée en plein mois de janvier, ce n'est pas une expulsion mais juste une «exclusion administrative»… Le mépris, toujours le mépris…

Nous intervenons au Conseil d'Administration de l'OPHLM pour demander à ce que la livraison du foyer vide au promoteur soit repoussée afin d'avoir plus de temps pour trouver une solution pour chaque résident et résidente. Mais le président de l'OPHLM, Jean-Claude Le Ny (PS) refuse.

La question du relogement n'avance pas. François Giunta est fier d'annoncer 39 relogements de résidents et résidentes encadré-es par l'Aide Sociale à l'Enfance. Mais ce qu'il oublie de dire, c'est qu'il n'a rien fait pour cela puisque c'est l'ASE qui gère leurs dossiers… Des courriers seront envoyés à d'autres mairies du département pour qu'elles prennent «un ou deux dossiers»… Et il annonce tout content «la cerise sur le gâteau» qu'il va envoyer un courrier à une entreprise pour qu'un résident puisse bénéficier du 1 % logement…sans aucune garantie ! Fantastique, nous voilà rassuré-es !

Les élections municipales se rapprochent. Plus aucun signe de vie de la Mairie, à part une lettre qui ne mentionne pas une seule fois la question du relogement mais qui se conclue par un paragraphe affirmant qu'il fallait que chacun et chacune se bouge pour trouver une solution par soi-même…

Finalement, les résultats des élections municipales tombent : c'est William Delannoy, le candidat de droite, qui remporte les élections. Nous allons devoir reprendre les négociations avec une nouvelle équipe municipale. Va-t-il se laver les mains de notre problème en affirmant que c'est l'ancienne équipe qui est responsable et qu'il ne peut donc rien faire ou va-t-il essayer de démontrer qu'il entend gérer «différemment» que l'ancienne équipe municipale ? Nous le découvrirons sans doute bien assez tôt… En attendant, la lutte continue ! Ah, et quand même, aux élections municipales nous avons eu quelques bulletins de vote «Foyer CARA» :)

La lutte du Foyer n'est pas restée isolée et nous avons cherché à tisser des liens avec d'autres collectifs en lutte tels que les Baras de Montreuil, le Centre social auto-organisé l'Attiéké de Saint Denis, le collectif les Agnettes en colère de Gennevilliers, et d'autres encore. Le Collectif Action des Résidents du CARA est ainsi partie prenante du développement d'un front de lutte du logement.
Une soirée de soutien a été organisée le 19 avril dernier avec la projection d'un documentaire sur la lutte du foyer réalisé dans le cadre du Festival international des films de quartier. Une soirée réussie qui a fait preuve d'une réelle solidarité existante.



Vous pouvez retrouver la vidéo de l'intervention des résidents du CARA lors du conseil municipal du 3 février 2014 à cette adresse (à partir de 6 : 45) http://richpublisher.endirectv.com/window.php ? OPE_ID=1773&FEN_ID=6599 Si ça ne marche pas, il est possible de le retrouver dans la rubrique Actualités du site de la Mairie de Saint Ouen.

A Saint Ouen, c'est William Delannoy, le candidat de droite qui remporte la Mairie, communiste depuis 1945, alors que les voix de gauche cumulaient 63 % au premier tour ! Il s'agit d'un vrai rejet de l'équipe municipale sortante. Il faut dire que le clientélisme, le mépris, la peur du débat avec l'opposition de gauche, le rejet de tout projet/association/évènement qui ne fait pas partie du réseau de copinage, a beaucoup joué dans l'abstention (plus de 50% au second tour !) et l'élection d'une équipe de droite… On récolte ce que l'on sème !
La Cause du Peuple

A Montreuil

Le Collectif des Baras à Montreuil est constitué majoritairement de jeunes Maliens qui ont été contraints de migrer, souvent au péril de leur vie, afin d'assurer à leur famille et à eux-mêmes un avenir meilleur. Ils ont travaillé en Libye, puis après la chute de Kadhafi, en Espagne ou en Italie, avant que la crise et le chômage aient rendu la vie dans ces pays invivable. Certains sont abrités dans des foyers d'hébergement d'urgence – hébergement qui va s'arrêter bientôt. D'autres ont dormi dans la rue et dans des squats. Ils ont été expulsés en mai dernier, d'un bâtiment du Conseil général, rue Rapatel à Montreuil.

Avec le froid, dormir dans la rue n'est pas possible. Deux lieux ont été squattés. Une trentaine de personnes du Collectif occupent une maison à Montreuil, inoccupée depuis des années. Le propriétaire, la FONDATION POUR LA RECHERCHE MÉDICALE s'est fait débouter sur le délai d'expulsion. La juge du TI de Montreuil a décidé de retarder l'expulsion jusqu'à la fin de la trêve hivernale.

D'autres membres du Collectif et une famille Rrom occupent depuis octobre, un bâtiment vide au 124 avenue Galliéni à Bagnolet appartenant à l'entreprise Emerson.

Aujourd'hui, le Collectif des Baras est menacé d'expulsion imminente. Préparons-nous à agir pour les soutenir !

Nous soutenons les Baras et les familles à la rue, nous appelons chacun et chacun-e à prendre part à la solidarité !

UN TOIT POUR TOUTES ET TOUS !

FACE AUX EXPULSIONS, ORGANISONS LA RESISTANCE !

A Gennevilliers

Aux Agnettes, la «restructuration urbaine» illustre bien ce qui se passe dans les communes du Grand Paris. Une ancienne zone industrielle est «restructurée» en «éco-quartier», une cité est littéralement coupée en tranches, un quartier va voir des logements sociaux accessibles détruits pour préparer l'arrivée de la nouvelle ligne de métro…. Vous l'aurez deviné, tous ces beaux projets immobiliers ne sont pas à destination des ouvriers et ouvrières mais des cadres qui n'arrivent plus (ou ne veulent plus) se loger dans Paris. La solution ? Chasser les pauvres et faire place nette ! Un collectif est en train de se mettre en place aux Agnettes, autour de la question de la restructuration urbaine, préparant ainsi le terrain lorsque les expulsions fleuriront pour faire place aux bulldozers. Affaire à suivre de près !

Contact :
lesagnettesencolere@gmail.com

Retour sur la manifestation antifasciste et antiraciste du 22 mars

Samedi 22 mars dernier à l'occasion la journée internationale contre le racisme et le fascisme avait lieu sur Paris une grande manifestation à l'appel de l'Union nationale des sans-papiers. La Cause du Peuple ainsi que l'Unité Mao IDF étaient présents. Ainsi, un millier de personnes ont défilé dans les rues, partant de République pour finir à la place de la bataille de Stalingrad. Parmi les cortèges se trouvaient entre autre des cortèges de sans-papiers, un cortège de féministes et lesbiennes, un cortège «contre le sionisme et le fascisme» et un contre les crimes racistes de la police.



Cette manifestation avait pour objectif de rappeler que nous n'oublierons jamais la mort de Clément Méric, que nous ne reculerons jamais même face aux attaques armées des fascistes comme celle qui a eu lieu à l'arme à feu à Clermont ou au couteau à Lyon. Face à la montée de l'extrême droite en France et en Europe qui se caractérise par cette multiplication des provocations violentes il y a la nécessité de développer la lutte antifasciste sur la base de l'unité prolétarienne.

NE LAISSONS PAS LA RUE AUX FASCISTES !

CONSTRUISONS UN ANTIFASCISME DE MASSE ET POPULAIRE !

Derrière le fascisme se cache le Capital ! Construisons un antifascisme de masse et populaire !

Où en sont les forces fascistes aujourd'hui ?

Le fascisme se développe toujours en période de crise en s'appuyant sur la colère des masses populaires provoquée par les conséquences désastreuses du capitalisme : hausse des inégalités à travers la montée du chômage, de la précarité, baisse du pouvoir d'achat, etc. Son idéologie représente la pointe la plus réactionnaire de la bourgeoisie et se fait l'élément le plus déterminé de la bourgeoisie en défendant les politiques les plus antisociales sous prétexte d' «unité nationale».

Multiforme, adaptant son discours aux nécessités de l'époque, il avance tel un serpent de mer en masquant les véritables intérêts du prolétariat et le divise. Raciste, islamophobe et/ou antisémite, il rejette ainsi les conséquences de la crise sur les travailleur-ses immigré-e-s ou sur une opaque «oligarchie bancaire» qu'il nomme les «sionistes» pour dédouaner la bourgeoisie ; il s'en prend aux femmes et aux LGBT sous prétexte de défendre «la tradition» ou «la famille».

Parmi la bourgeoisie, une partie peut être sensible aux propositions démagogiques du programme fasciste et en cas de crise aggravée, peut basculer vers le fascisme ; tout comme une partie des travailleur-ses trahie par la direction des partis socialistes, «révisionnistes», réformistes et des directions syndicales conciliatrices. C'est ainsi que se développe le mouvement fasciste en période de crise.

Nous le constatons particulièrement aujourd'hui, où les rangs fascistes se réorganisent dans l'Etat français autour de la Manif pour tous et de la clique antisémite représentée par le pseudo-intellectuel Alain Soral et son VRP et directeur en communication Dieudonné. Ce reflux réactionnaire, loin de ne toucher que la France, s'exprime au moins dans toute l'Europe. On le voit en Grèce avec les miliciens néo-nazis d'Aube Dorée ou avec les nostalgiques de Franco en Espagne qui s'attaquent au droit des femmes à disposer de leur corps. La multiplication de ces attaques fascistes dans les autres pays d'Europe trouve une résonance ici. Certains n'hésitent plus à remettre en cause le droit à l'IVG au sein de l'assemblée nationale et les fachos s'inspirent des groupes néo-nazis d'Italie (comme Casapound) ou de Grèce (Aube Dorée). Cela se poursuit aussi en Ukraine où les militants nationalistes de Svoboda se construisent une influence de plus en plus grande au sein du nouveau gouvernement.



Dans l'Etat français, le principal représentant des fascistes, le Front National, essaye de se faire dé-diaboliser. Il voudrait qu'on pense qu'il n'est qu'un parti comme les autres. Certains médias ont allègrement participé à cette stratégie. Il est ainsi nécessaire de rappeler que non le FN n'est pas et ne sera jamais un parti bourgeois comme les autres. Il est - comme il l'est depuis sa fondation par une coalition de pétainistes, négationnistes, cathos intégristes, pro-Algérie française – un parti raciste et fasciste. Ce nouveau visage qu'aimerait se donner le FN fonctionne d'autant plus grâce à une droite plus que jamais «décomplexée» (comprendre ouvertement anti-sociale et réactionnaire) et par un parti «socialiste» menant une violente politique d'exclusion et de stigmatisation vis-à-vis des Rroms ou des sans-papiers et qui, en bon chien de garde de la bourgeoisie, décrète l'austérité sur les travailleur-ses, leur faisant payer le prix de la crise.



Les devoirs de l'antifascisme

Face à cette situation notre devoir est de reconstruire un mouvement antifasciste de masse et populaire. C'est-à-dire qu'il est nécessaire de développer un antifascisme dans nos quartiers, dans nos usines, dans nos lieux d'étude : l'antifascisme c'est l'affaire de tou-te-s. Cette antifascisme doit s'attaquer à tous les vecteurs du fascisme et être unitaire sur la base de l'unité du prolétariat : il faut impérativement que celui-ci porte haut et fort la lutte des travailleur-ses, des femmes, des LGBT et des peuples opprimés qu'il ne doit jamais oublier. L'antifascisme ne se fera pas non plus sans internationalisme. Ainsi nous saluons et encourageons à poursuivre les liens qui se développent dans les dernières mobilisations antifascistes entre les travailleur-ses sans-papiers, le soutien à la lutte du peuple palestinien, les groupes en lutte pour les droits des femmes et LGBT, ...

Il nous faut occuper la rue, ne pas laisser ne serait-ce qu'un centimètre d'espace publique aux groupes fascistes qui tentent de s'implanter dans les masses. C'est en développant l'unité du prolétariat qu'on construira le mouvement antifasciste capable de nous débarrasser de ces marchands de haine, de ces laquais de la bourgeoisie, sur une base révolutionnaire, anticapitaliste et populaire.

Face au Capital et au fascisme, développons un antifascisme de masse et populaire !

La Cause du Peuple (FRAP) - Unité Mao Idf

Retour sur la «manif» anticoloniale et antiraciste

Samedi dernier aurait dû avoir lieu, à Paris, la traditionnelle manifestation de clôture de la semaine anticoloniale et antiraciste. Mais cette manifestation a été interdite par la préfecture… Un rassemblement s'est quand même tenu place de la République regroupant différentes organisations et individus.

Le Bloc Rouge était présent et a tenu une table. Le tract L'impérialisme français poursuit sa politique néo-coloniale en Afrique a été distribué. On a également largement discuté de l'hommage à Pierre Overney qui se tenait le lendemain (voir page 23).

Le petit rassemblement tranquille sentait fort la frustration et, lorsque les interventions des différentes organisations ont eu lieu, les organisateurs ont appelés à entreprendre une marche sur la place.

Les cortèges se sont mis en route, commençant par faire le tour sur la grande place de la République. Arrivés à l'autre bout, la police nous a bloqué la route. Les organisateurs ont annoncé que la police refusait de nous laisser passer et que, pour ne pas mettre en danger les camarades venus d'autres pays, ils resteraient sur la place.

Les autres groupes sont retournés sur la place, mais, face à la police, le cortège Free Palestine et celui du Bloc Rouge ont continué la marche, aux cris de : «Troupes françaises, hors d'Afrique ! A bas l'impérialisme et ses chiens de garde !», «Palestine vivra, libérez Georges Abdallah !»

Bloqués par les flics en surnombre devant la banque, nous avons tenu un moment, scandant des «Police nationale, milice du capital !», «police partout, justice nulle part», faisant tristement échos à la soirée qui suivi le soir même contre les violences policières et en soutien à Amal Bentounsi (voir page 21).

La place fut alors entièrement encerclée par les robocops et leurs véhicules. Ils resserrèrent tant bien que mal les rangs et nous nous sommes retrouvés à une centaine, cernés par les bleus.

Après retour avec les organisateurs, on a appris que les flics ne prévoyaient pas de contrôle d'identité, mais juste de nous parquer sur la place illégalement.

Camp de rétention spontané, checkpoint… Les termes fusent ! Et malgré le côté irréel et choquant de cette scène, on se rencontre, on discute, et on chante aussi !

Nous avant été séquestrés plus d'une heure sur cette place. Et ce n'est «qu'escortés» par les robocops et poussés sur le chemin du métro qu'on a pu sortir !

Drôle de journée… La manifestation anticoloniale et antiraciste qui se tient depuis des années, a du voir un gouvernement de «gauche» pour se voir interdite et enfin réprimée…

S'il fallait encore une preuve que la «gauche» ne vaut pas mieux que la droite nous avons été servis…

Voir l'ambiance de cette journée en photos et vidéos sur le blog de la Cause du Peuple : http://lacausedupeuple.blogspot.fr/2014/03/retour-sur-la-manifestation.html

Le tract anticolonial diffusé par le Bloc Rouge :

L'impérialisme français poursuit sa politique néo-coloniale en Afrique

Dans les années 60, alors que les colonies d'Afrique réclament l'indépendance, De Gaulle charge Foccart, chef des services secrets, de mettre en place des dirigeants africains favorables à la France en renversant et éliminant physiquement les leaders progressistes. Une fois les chiens de garde mis en place, ils sont encadrés par la «cellule africaine de l'Elysée», les services secrets, des conseillers et une police politique. Des accords sont signés :

de coopération militaire, ce qui signifie l'implantation de bases militaires (Sénégal, Tchad, Djibouti, Gabon, Côte d'Ivoire) et l'intervention militaire française en cas de «déstabilisation du pouvoir» ;

monétaires, avec l'adoption du franc CFA indexé sur le franc français, puis sur l'euro, ce qui signifie le contrôle des impérialistes ;

économiques, ce qui signifie la garantie de l'exclusivité ou de la plus grosse part dans l'exploitation et le pillage des matières premières (uranium, lithium, hydrocarbure, etc.).

Pour maintenir sa domination, l'impérialisme français incite les services secrets à fomenter des guerres en Afrique. Ils approvisionnent en armes différentes factions, ce qui profite aux marchands d'armes comme Dassault et divise le peuple. Des «aides» sont accordées aux régimes, alimentant la corruption massive, dont les projets sont confiés aux entreprises françaises amies pour des montants surévalués. La politique de dumping agricole (subventions à l'exportation) a ruiné des centaines de millions de paysans et paysannes, les forçant à peupler les immenses bidonvilles des zones urbaines ou à immigrer pour survivre.

Durant la «guerre froide», les Américains et «Soviétiques» voient dans la décolonisation le moyen d'affaiblir les États européens et de participer au pillage de l'Afrique. Aujourd'hui, avec la crise économique, le pillage de l'Afrique s'est amplifié et est la scène de nouveaux affrontements pour le contrôle des richesses dont les acteurs principaux sont les impérialistes américains, russes, chinois et occidentaux, les expansionnistes indiens, le Brésil, l'Iran, l'Arabie Saoudite et le Qatar.

Dans ce contexte, pour préserver ses intérêts face à cette concurrence, la France impérialiste multiplie les interventions.

A chaque intervention, le Président de la France impérialiste déclare intervenir pour défendre la «démocratie», venir au secours des populations civiles. Il «oublie» de préciser que c'est en réalité pour préserver les intérêts de la bourgeoisie impérialiste française, c'est-à-dire les intérêts de ses monopoles comme Areva, Bouygues, Bolloré, etc. et mettre en place de nouveaux chiens de garde qui sauront faciliter l'exploitation de leur propre peuple. La véritable motivation des impérialistes, c'est de contrôler l'exploitation des sources de matières premières : or, uranium (Niger – Mali), phosphate (Mauritanie), diamant et bois précieux (Centre Afrique), pétrole (Gabon, Golfe de Guinée), etc. Pour compléter leur

intervention militaire et défendre leurs intérêts économiques, les impérialistes coordonnent et financent leurs ONG ; c'est la forme moderne du «sabre et du goupillon».

Militairement, la France impérialiste redéploye son dispositif sur le continent africain sur un axe allant de la Mauritanie à Djibouti. Elle met en place la «régionalisation de l'action» et la formation de groupes d'élite, la planification des forces d'intervention africaines. La présence militaire de la France en Afrique, c'est 11 bases permanentes et 20 900 militaires déployés !

La coopération est totale entre chiens de garde et impérialisme français : sous la houlette de Le Drian, ministre français de la Défense, et en consultation avec les dirigeants Congolais, Gabonais et Camerounais, le président tchadien Déby a réuni à N'Djamena le 9 janvier dernier la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale pour imposer un nouveau chien de garde en Centre Afrique.

Les élections ne servent qu'à l'alternance de cliques corrompues au service de leurs maitres impérialistes qui garantissent leur pouvoir, et entretiennent une opposition leur servant de recours si ceux élus et choisis ne remplissent plus leur boulot.

L'expérience des révoltes dans les pays arabes montrent que la révolte populaire, les élections, l'adoption d'une constitution ne sont pas suffisantes pour en finir avec la domination, l'ingérence économique et militaire des impérialistes et les profits qu'en tirent leurs chiens de grade. Dans les pays arabes, en Afrique, de la Mauritanie à la Mer Rouge, au sein de la population, peu à peu émerge l'idée que la révolution est la seule alternative possible, qu'il faut sortir du cercle infernal de l'alternance des cliques réactionnaires, obscurantistes, corrompues, des classes exploiteuses, chiens de garde de l'impérialisme.

Pour nous anti-impérialistes de l'Etat français, le meilleur soutien que nous pouvons apporter à nos frères et sœurs des peuples d'Afrique, c'est de mener ici la lutte contre notre propre impérialisme, mener la lutte contre l'Etat bourgeois, quelle que soit la clique politique qui nous gouverne, et contre la frange la plus réactionnaire que la bourgeoisie pourrait utiliser contre le peuple.



Ici comme là-bas, les élections ne servent qu'à préserver le système d'exploitation et son cortège de misère, de guerres. Il est nécessaire de détruire ce pouvoir de fonds en combles afin que les exploités d'aujourd'hui prenne la tête de la société ! Ici, mettre à bas l'impérialisme et que le prolétariat s'empare du pouvoir ; là-bas, développer la Démocratie Nouvelle formulée par Mao Zedong afin de virer l'impérialisme, ses chiens de garde et les féodaux qui en profitent.

Sans un Parti Communiste authentiquement révolutionnaire, un Parti Communiste maoïste, les justes révoltes des peuples ne pourront se transformer en révolutions. Construire ce Parti, le renforcer et le développer est la tâche principale des communistes, dans le feu de la lutte de classe, en lien étroit avec les masses. Les Partis les plus avancés sont déjà engagés dans la guerre populaire, comme en Inde et aux Philippines. C'est la seule alternative possible, adaptée aux conditions concrètes propres à chaque pays, pour engager la rupture totale avec le système impérialiste et la société capitaliste.

Organisons nous pour vaincre notre propre bourgeoisie et abattre l'impérialisme ! Pour que le prolétariat et les peuples opprimés construisent un monde nouveau, débarrassé de l'exploitation, de la misère et de la guerre !

A bas l'impérialisme et ses chiens de garde !

Vive la lutte des peuples opprimés par l'impérialisme !

Lectures anticoloniales

«Areva et l'Afrique» de Raphaël Grandvaud (et aussi «Que fait l'armée française en Afrique ?») apportent un témoignage de plus sur le pillage de l'impérialisme français en Afrique. Il est intéressant de relire tout cela au moment où la France est en train de «sauver» la Centrafrique après avoir «sauvé» la Libye et le Mali ! Les tribulations d'Areva sont tristement connues des Africains pauvres qui subissent des dégâts humains et environnementaux graves tandis que les dictateurs au pouvoir se remplissent les poches avec le soutien du pouvoir français.

Revenons d'abord sur le mythe de l'indépendance énergétique de la France grâce au nucléaire. Premièrement nous importons du gaz et du pétrole en grandes quantités. Et surtout l'uranium qui alimente le nucléaire civil et militaire ne provient évidemment pas du sous-sol français mais du sous-sol africain, très exactement du Niger. Les conditions dans lesquelles la France et Areva se procurent le précieux minerai au meilleur coût sont abominables : ingérences politiques inavouables, corruption à tous les niveaux, conséquences sanitaires et environnementales désastreuses pour les populations locales. Rappelons que le Niger, principal fournisseur, se place

en dernière position du classement des pays selon leur indice de développement humain.

Le droit de pillage de la France est conforté par des réseaux bien connus de cette fameuse françafrique qui selon les derniers gouvernements (droite ou «gauche» confondues) n'existeraient plus.

Raphaël Grandvaud passe en revue comment la création d'Areva a fait du neuf avec du vieux et il décrit ce qu'il appelle les ancêtres d'Areva en Afrique avec le passage de l'exploitation coloniale à l'exploitation néocoloniale : prospection tous azimuts, CEA où le nucléaire civil comme paravent du nucléaire militaire, Framatome, «l'Eldorado malgache» et la grande répression de 1947, le Sahara atomique et français, le Gabon décrit comme le cœur de la françafrique, les accords léonins pour l'exploitation de l'uranium au Niger avec la création de la Somaïr, de la Cominak et de la Cogéma par exemple. L'auteur narre ensuite «Cinquante ans d'ingérence néocoloniale pour l'uranium du Niger» avec de temps en temps quelques bras de fer pour la fixation du prix de l'uranium. Il semble bien que par exemple le renversement du président Amadou Toumani Touré au Mali en mars 2012 ait quelque chose à voir avec sa décision d'interdire l'exploitation de la prometteuse mine d'uranium de Faléa.

Un chapitre entier est ensuite consacré aux désastres de l'exploitation pour les populations : «Areva au Niger : une triple catastrophe» (pollution des sols, pollution de l'air, pollution de l'eau, ferrailles radioactives, épuisement des nappes aquifères bref une catastrophe sanitaire et sociale totale dans un véritable climat d'omerta). Un film documentaire explique aussi que les habitations des mineurs locaux ont été construites avec des matériaux pollués mais que même les expatriés (habituellement plus protégés) ont porté plainte contre la société pour maladie professionnelle contractée lors de leur travail chez Areva.

Le chapitre suivant décrit Areva à la conquête de l'Afrique : Centrafrique, Namibie, Congo…

Le chapitre VI est un peu plus optimiste : il a pour titre «Les empêcheurs de communiquer en rond : résistances et mobilisations.»

La conclusion s'impose : comment ne pas s'interroger sur les dernières interventions militaires de l'impérialisme français en Libye ; au Mali (riverain du Niger) et enfin en Centrafrique aujourd'hui.

Là encore deux livres jettent un puissant éclairage sur ce qui se passe vraiment. Il s'agit de celui d'Aminata Traore : «La gloire des imposteurs. Lettres sur le Mali et l'Afrique».

«On nous a tout simplement volé notre pays, Boris. Je suis Malienne et je dis haut et fort qu'on nous a volé le Mali, sous prétexte de le protéger des djihadistes.» Sous la plume d'Aminata Traoré, cette affirmation est la thèse centrale de La



Gloire des imposteurs – Lettres sur le Mali et l'Afrique, le livre que l'ancienne ministre de la Culture et du Tourisme du Mali cosigne avec l'écrivain sénégalais Boubacar Boris Diop. Et la femme politique de continuer : «La vérité est que ceux-ci n'auraient pas fait régner la terreur à Kidal et encore moins à Konna si Nicolas Sarkozy, encouragé en coulisse par un certain Bernard-Henri Lévy, n'avait pas cru devoir mettre la Libye à feu et à sang en faisant fi des tragiques conséquences, parfaitement prévisibles, de son activisme. Personne ne songe à demander des comptes à ces deux-là, ne serait-ce qu'au regard du chaos dans lequel est tombé Benghazi qu'ils prétendaient sauver. Pardonne-moi de revenir sur cette dimension de la crise. Tout le monde la dit «malienne», mais je tiens à faire remarquer que notre pays a été plutôt soufflé par la violence des ingérences occidentales dans le «printemps arabe».»

Quelques pages plus loin, François Hollande, successeur de Sarkozy à l'Elysée, se voit ironiquement félicité par Boubacar Boris Diop : «Le compatriote de Talleyrand a sûrement éprouvé le même sentiment de fierté pour son aisance à faire passer la 49è intervention militaire française en Afrique pour un acte de pur altruisme. De toutes les puissances européennes, la France est la seule à n'avoir jamais pu se résigner à décoloniser et l'opération Serval va évidemment la conforter dans cet entêtement.» Et le romancier sénégalais d'écrire la formule qui donne son titre au livre : «Serval, c'est l'imposture dans toute sa splendeur, l'imposture dans toute sa gloire : le succès a dépassé les plus folles espérances des stratèges». On ne saurait être plus clair !

Un autre livre est très intéressant sur le sujet. Il s'agit de celui de Nicolas Beau et B.B.Diopp : «Papa Hollande au Mali : chronique d'un désastre annoncé», Editions Philippe Rey.

Habitués l'un et l'autre à essuyer les critiques, les auteurs ne manquent pas de balayer devant leur porte. «Comment en sommes-nous arrivés à ce que je propose de nommer la déraison Serval ?, s'interroge Boubacar Boris Diop. Chacun de nous doit se poser la question en son âme et conscience. Nous les intellectuels, après nous être institués, avec notre habituelle arrogance, les porte-paroles de nos peuples, nous les avons tout simplement égarés. […] L'inquiétant, c'est que le peuple malien n'ait pas eu le choix ou, plutôt, qu'il ait eu à choisir entre des barbares déchaînés et une occupation étrangère si corrosive et subtile qu'elle en devient indolore. On tombe toujours dans le même piège : il y a les bons et les méchants, et sans même nous demander comment il se fait que les premiers appartiennent toujours au même univers culturel, nous crions haro sur Mugabe, Saddam Hussein, Gbagbo et Kadhafi. Certains de ces politiciens arabes ou africains se sont souvent montrés d'une cruauté incroyable, et personne évidemment n'est à l'aise pour les défendre. Mais justement : s'agit-il de prendre parti pour eux ? Certainement

pas. Comme toi, j'ai été ulcéré par les exactions commises chaque jour par les narcoterroristes au Nord-Mali. Je sais aussi que la situation était telle que le Mali et toute l'Afrique n'avaient d'autre solution dans l'immédiat que de s'en remettre à la France pour les déloger. Pourtant, ce qui aurait dû être une simple alliance de circonstances revêt une signification stratégique qui ne devrait pas nous échapper. [...] Sans une armée digne de ce nom, aucun pays ne compte vraiment.»

«Les mains nues, à la boucherie»

Pendant que l'auteur sénégalais ne se fait pas d'illusion sur l'utopie que représente la création d'une «armée pour toute l'Afrique», sa correspondante détaille l'état de déliquescence avancé de celle du Mali, «gravement affectée par les coupes budgétaires des années 80». Aminata Traoré affirme que les dignitaires du régime, auxquels des quotas sont réservés, les revendent aux tarifs suivants : «2 millions de F CFA pour une place dans le cycle officier», entre« 250 000 et 500 000 pour devenir sous-officier ou soldat». Pour autant, elle ne jette pas la pierre aux soldats maliens, mais rend plutôt hommage à leur courage, sans cacher sa «grande colère contre ceux qui les ont envoyés, les mains nues, à la boucherie».

«Consommateurs béats des idées des autres»

«L'extrême vulnérabilité du continent africain tient en grande partie à l'abyssal vide théorique qui fait de nous les consommateurs béats des idées des autres, souligne encore Aminata Traoré. A chaque tournant de la crise malienne, je m'aperçois avec consternation qu'elle est avant tout celle de notre pensée, qu'elle raconte d'une certaine façon le peu de respect que nous, intellectuels maliens, avons pour nous-mêmes. J'aurais d'ailleurs pu étendre la critique à l'écrasante majorité des intellectuels africains, puisque ce qui est en jeu au Nord-Mali, c'est à la fois la place du continent dans un monde global et l'idée que chacun de nos pays se fait de sa dignité.» Pour les deux auteurs, l'opération Serval est donc la fin, le résultat d'une histoire dont des pans entiers sont occultés. Chacun d'eux cependant tient sa propre variable explicative.

Les réformes néolibérales ? «Un tabou !»

Pour Aminata Traoré, c'est l'économie. Militante altermondialiste revendiquée, elle s'insurge depuis longtemps contre l'ajustement structurel qui a affaibli les Etats subsahariens tout en leur imposant un système néolibéral «structurellement violent». Devenue essayiste pour dénoncer le fait que des milliers de jeunes n'avaient aucune chance d'avoir un boulot chez eux, ni la possibilité d'aller voir ailleurs, elle s'insurge surtout contre le silence imposé sur ce point, notamment lors d'une rencontre* à Paris le 14 janvier : «Les bouleversements de fond en comble de nos économies et de nos sociétés, dans le cadre du paradigme du marché, constituent un tabou : on n'en parle pas. Chacun est sommé de comprendre qu'il n'y a pas d'alternative à ce modèle économique : on doit changer les gouvernants, on doit aller aux élections, mais il n'est pas question de toucher aux réformes néolibérales pourtant sources de douleur et de colère. Or elles jouent un rôle considérable dans ce qui se passe aujourd'hui dans le septentrion malien. Nous-mêmes, Africains, nous aimons bien parler de politique, de partis, de démocratie. Mais ces débats évoquent rarement le fait que ceux qui sont dans la rue veulent d'abord travailler et vivre dignement dans leur pays.»

Culture et désir de souveraineté

Pour Boubacar Boris Diop, c'est davantage la culture et la souveraineté qui sont en cause. Lors de la même rencontre, il insiste : «Il faut critiquer à la fois l'Etat français et les Etats africains. Les Etats, pas les peuples. Dans notre situation, les décisions économiques et parfois politiques sont prises à l'extérieur et mises en œuvre à travers des dirigeants imposés. La Françafrique est un serpent à deux têtes : l'une à Paris, l'autre dans chacune des capitales concernées. Comme le serpent, elle change de peau, mais fondamentalement les méthodes, le rapport de domination à travers des élites cooptées sont là ! C'est pourquoi il y a deux questions préalables à l'économie : le travail à faire sur sa culture, non comme un retour, mais comme un recours au passé ; et deuxièmement, la question de la souveraineté. Au fond, culture et désir de souveraineté sont liés car c'est la fierté d'être qui on est qui donne le désir d'être libre, et aide à en finir avec un certain asservissement vis-à-vis de puissances étrangères.» C'est un essai à deux voix d'une lecture facile qui met en perspective des idées qui, pour minoritaires qu'elles soient, n'en méritent pas moins d'être débattues. Et en particulier l'étude du terreau de misère, de corruption généralisée et de pillage impérialiste sur lequel les djihadistes peuvent fleurir et prospérer.

Avec La Gloire des imposteurs et «Papa Hollande au Mali »nous effectuons une plongée complexe dans l'actualité récente. Et nous comprenons bien que quels que soient les valets de l'impérialisme installés au pouvoir en Afrique, ce ne sont pas eux, les chiens de garde, qui avec l'aide de leurs maîtres impérialistes, chasseront définitivement ces nouveaux prédateurs que sont les djihadistes.

Action pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah à Clermont Ferrand

Le mardi 4 mars 2014, la liste d'Olivier Bianchi, regroupant le PS, EELV, GU, PCF, PRG et le MRC, tenait un meeting électoral public dans le quartier de la gare à Clermont-Ferrand.

Le quartier de la gare est un quartier où les maoïstes sont présents. Récemment ils ont mené une lutte victorieuse contre l'implantation d'un local FN. C'est aussi dans ce quartier que les fascistes ont attaqué récemment à coups de fusil un concert de soutien aux sans-papiers avenue de l'Union Soviétique.

Nous avons perturbé le meeting aux cries de «Palestine vivra ! Palestine vaincra ! Libérez Georges Abdallah «et déployé la banderole «liberté pour notre camarade otage de l'imperialisme» ainsi qu'un drapeau palestinien. Un camarade a fait un bref discours, et certaines personnes ont applaudi.

Nous rappelons que le Parti «Socialiste» a refusé en 2013 de signer l'avis d'expulsion vers le Liban nécessaire à la libération de Georges Abdallah, et qu'il continue à soutenir la politique terroriste de l'Etat d'Israël.

Notre quartier est un quartier populaire et le restera !

PALESTINE VIVRA ! PALESTINE VAINCRA !

LIBEREZ GEORGES ABDALLAH !

Unité Maoïste Auvergne Rouge

Extrait de la plaquette du collectif Libérez Georges

QUI EST GEORGES I. ABDALLAH ?

Georges Ibrahim Abdallah est né à Kobayath – Akkar, dans le Nord du Liban, le 2 avril 1951.Il a grandi à une époque où le Liban était plongé dans une guerre civile confessionnelle.

Cette réalité de lutte, de résistance et de sacrifice a construit la conscience politique de Georges Abdallah et déterminé son engagement révolutionnaire. Il choisit la résistance face aux massacres de masse perpétrés par les bourgeois confessionnalistes de tous bords et leurs alliés israéliens et franco-américains et commence son engagement politique dans les rangs du Parti National Social Syrien (PNSS, progressiste et panarabe) pour rejoindre ensuite la résistance palestinienne, en adhérant au Front Populaire pour la Libération de la Palestine (organisation marxiste palestinienne).

L'armée israélienne envahit le Liban le 6 juin 1982. Elle y fera des milliers de morts civils notamment lors des massacres de Sabra et Chatila, le 16 et 17 septembre 1982, qui feront près de 5000 victimes.

Cette invasion fut perpétrée avec la complicité des puissances occidentales. En réaction, des combattants libanais et arabes allèrent porter la guerre contre le sionisme et l'impérialisme dans le monde. Ce fut le cas des Fractions Armées Révolutionnaires Libanaises (FARL) qui entrèrent en action en Europe, dont était membre Georges Abdallah.

EMPRISONNÉ DEPUIS 1984

Georges Abdallah a été arrêté à Lyon le 24 octobre 1984 et condamné en 1987 à la réclusion criminelle à perpétuité pour complicité dans l'exécution d'un responsable des services secrets israéliens en France et d'un attaché militaire étatsunien à Paris.

Lors de son premier procès, Georges Abdallah est jugé pour détention d'armes et d'explosifs et il est condamné à quatre années de détention. Cette peine est trop clémente au goût des États-Unis et le président Reagan intervient auprès du président français Mitterrand. Les services secrets français «découvrent» alors opportunément des armes qui permettent de rejuger Georges Abdallah.

En 1987 le procureur général, représentant de l'accusation, requiert une peine de dix ans contre Georges Abdallah. C'est insuffisant pour l'État français et ses alliés étatsuniens et israéliens. Après de nombreuses pressions, la justice le condamnera finalement à la perpétuité par une cour d'exception.



Il est prouvé que l'avocat de Georges Abdallah, Jean-Paul Mazurier, lorsqu'il plaidait pour la «défense» de son client, était un agent des services secrets français. Cependant, la validité du procès ne sera pas remise en cause.

LA FRANCE REFUSE SA LIBÉRATION

Georges Abdallah est libérable depuis 1999, mais l'acharnement continue. En novembre 2003, la juridiction régionale de libération conditionnelle de Pau autorise sa libération. Le ministre de la Justice de l'époque, Dominique Perben, intervient directement et, en janvier 2004, la juridiction nationale de libération conditionnelle décide du maintien en prison de Georges Abdallah et la loi est changée.

Désormais les décisions ne dépendront plus de la juridiction régionale mais de la seule compétence du juge de l'application des peines du tribunal de grande instance de Paris.

La dernière et huitième demande de libération conditionnelle de Georges Abdallah a été déposée en janvier 2012.

Suite à l'avis favorable donné en novembre 2012 par le tribunal d'application des peines, tout a été entrepris par le Parquet (représentant de l'État) pour bloquer la libération de Georges Abdallah : refus du ministre de l'Intérieur de signer l'arrêté d'expulsion nécessaire, reports et appels multiples, pourvoi en cassation. Au bout de 15 mois, la demande de libération est jugée irrecevable…

A cela s'ajouteront les prises de positions contre sa libération des États-Unis et évidemment d'Israël qui multiplieront les interventions politiques.

La justice française reproche à Georges Abdallah de ne pas avoir renoncé à son engagement politique : celui d'un communiste, défenseur de la cause des peuples en lutte contre l'impérialisme et le sionisme.

FIDÈLE À SES ENGAGEMENTS

Durant ses années d'enfermement, Georges Abdallah n'a rien renié de son combat solidaire avec les peuples en lutte, contre l'impérialisme, le sionisme et pour la libération de la Palestine.

Ce combat, il le poursuit aujourd'hui par des déclarations politiques de soutiens, par des grèves de la faim solidaires et par une résistance quotidienne et ce, alors qu'il aurait déjà dû recouvrer la liberté depuis 1999 !

L'IDENTITÉ POLITIQUE DE GEORGES ABDALLAH RESTE INCHANGÉE : CELLE D'UN COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE INTERNATIONALISTE ARABE

Manifestation contre les crimes policiers et les violences policières

30 ans après la marche pour l'égalité et contre le racisme, lancée pour répondre à la multiplication des crimes racistes et sécuritaires, il semble que rien n'a changé : la liste des victimes dans les commissariats, à bord de fourgons de police, morts suite à une intervention des forces de l'ordre, s'allonge indéfiniment. Ces dernières années, les morts au cours de courses-poursuite, par clé d'étranglement, par pliage ou encore les personnes mutilées par des tirs d'armes prétendument «non létales», se sont multipliées.

Les «bavures» policières n'existent pas. La police tue et violente depuis des décennies, dans des circonstances souvent similaires, et souvent les mêmes personnes : on est passé des ratonnades d'Algériens dans les bidonvilles de la région parisienne dans les années 1960 à la «neutralisation» de «suspects» dans les «quartiers sensibles» aujourd'hui. Et quand elle n'endeuille pas une famille, des amis, des quartiers entiers, la police laisse derrière elle des blessés de plus en plus nombreux.

Aux mobilisations des familles réclamant Vérité et Justice pour leurs proches morts aux mains de l'état ou mutilés par la police, la justice répond presque invariablement par des non-lieux ou des acquittements, dans les cas où une instruction a été ouverte. A l'inverse, quand des révoltes éclatent suite à un crime policier, la machine judiciaire se met en route immédiatement pour faire tomber des têtes et distribue de lourdes peines de prison. D'un côté les syndicats policiers et l'état cherchent à renforcer l'impunité policière, notamment par l'instauration d'une «présomption de légitime défense» équivalant à un véritable permis de tuer, une peine de mort qui ne dit pas son nom. De l'autre, on assiste à de véritables exécutions judiciaires, les atteintes à des policiers étant de plus en plus sévèrement punies, et la justice cherchant à tout prix à trouver des coupables.

Les familles et proches de victimes doivent le plus souvent attendre des années pour voir une instruction ouverte, quand un non-lieu ne vient pas tout bonnement clore des années de souffrance et d'attente. Quand l'instruction aboutit à une mise en examen des policiers, ceux-ci sont très rarement reconnus coupables. Et quand c'est le cas, ils sont condamnés à des peines de principe. «Que vaut la vie de Youssef ?» demandaient les proches de Youssef Khaïf, abattu d'une balle dans la nuque par un policier à Mantes-la-Jolie en 1991. à cette question, la Justice, qui acquitta son meurtrier dix ans plus tard, répond toujours de la même manière : la vie d'un Noir ou d'un Arabe vaut moins que la liberté d'un policier et que le sacro-saint maintien de l'ordre républicain, quand bien même ce dernier n'était pas menacé.

Depuis des années, les familles et les comités Vérité et Justice réclament une reconnaissance de ces crimes, une manière d'honorer leurs défunts, que les médias et la justice salissent souvent pour légitimer leur mise à mort. Elles réclament la fin des pratiques policières mortelles comme la clé d'étranglement, le pliage ou les courses-poursuite pour de simples infractions au code de la route. La fin aussi des pratiques de chasse de la police qui aboutissent à la multiplication des accidents mortels et des mutilations, notamment par l'usage intensif du flash-ball.



Au-delà des crimes eux-mêmes, c'est la recherche de vérité et le combat des familles, mais aussi de tous ceux qui dénoncent publiquement la violence de l'état et de sa police, qui sont de plus en plus réprimés. Lorsque la police ne tire pas pour tuer les indésirables, elle tire pour blesser ceux qui les soutiennent : flash-ball, LBD et grenades sont de plus en plus souvent utilisés, en banlieue comme lors de manifestations, pour faire taire ceux qui s'organisent.

Il n'est plus rare également de voir le Ministère de la Justice s'en prendre à ceux qui dénoncent ces violences sur internet, comme ça a été le cas pour le site Copwatch en 2012 ou pour Urgence Notre Police Assassine (site animé par Amal Bentounsi, dont le frère Amine a été tué d'une balle dans le dos en 2012) cette année, attaqués en justice pour diffamation et contraints de se justifier d'utiliser leur liberté la plus fondamentale, la liberté d'expression.

L'état, sa police et sa Justice, ont le monopole de la violence. Face à eux, nos forces sont éparses. C'est pourquoi il est plus que temps de s'organiser autour des familles et proches de victimes, pour trouver la manière d'unir nos forces dans un combat si inégal face à la police et la justice.

Rejoignez-nous dans cet effort pour obtenir la vérité et pour dénoncer la vraie nature de la police !

à l'appel de familles de victimes et de leurs soutiens



Hommage à Pierre Overney 2014

Nous étions une vingtaine en cette matinée à nous être rassemblés pour honorer la mémoire de Pierre Overney, ce militant maoïste assassiné, devant les portes de l'usine Renault Billancourt, il y a 42 ans.

Après avoir rappelé son parcours, un camarade du FRAP a fait le parallèle avec l'assassinat de Clément Méric par les fachos, montrant ainsi que malheureusement, le combat n'était pas fini contre le fascisme, et qu'il fallait continuer sur leur traces.



Nous avons ensuite déposer des œillets rouges sur sa tombe, puis avons entonné Les nouveaux partisans de Dominique Grange et l'Internationale.

Après cette commémoration au cimetière, nous avons continué d'honorer sa mémoire en allant discuter, entre ancienne et nouvelle génération, du combat de Pierre Overney et de ses camarades, et du notre aujourd'hui.

PIERROT, TA MÉMOIRE EST VIVANTE !

Pierre Overney est né en 1949 dans une famille ouvrière agricole. Après plusieurs boulots en tant qu'ouvrier, notamment à Citroën où il s'oppose aux chefs flics et vend La Cause du Peuple, il finit par rentrer à Renault Billancourt. La lutte y est dure. Le Comité de Lutte impulsé par les maos doit s'opposer à la fois au patron et ses petits chefs et à la CGT conciliatrice. Pierrot est finalement licencié suite à une provocation des chefs, mais il continue de venir militer à la porte de l'usine.

A cette époque, les crimes racistes sont nombreux à l'encontre des travailleurs immigrés. Le Vendredi 26 Février 1972, une manifestation antifasciste est prévue pour les 10 ans du tragique évènement du métro Charonne ; 9 militants et militantes antifascistes y furent tués par la police lors d'un rassemblement dénonçant les crimes des pro-Algérie française de l'OAS.

Devant l'usine de Billancourt, Porte Zola, une dizaine de maos, dont Pierrot, distribuent des tracts appelant à cette manifestation. Les gardiens de Renault interviennent et une bagarre s'en suit. Tramoni, le chef des services de sécurité de la Régie, sort un revolver, vise Pierrot et tire en plein coeur. A son enterrement, une manifestation de 200 000 personnes l'accompagne jusqu'au Père Lachaise.

Pierre Overney a été abattu parce que les maoïstes dénonçaient les crimes racistes contre les travailleurs immigrés ; parce qu'ils organisaient dans les usines les Comité de Lutte qui refusaient les licenciements et les cadences infernales ; parce que les maoïstes préparent la révolution pour que la classe ouvrière dirige la société.

Aujourd'hui, le racisme et le fascisme ne sont pas morts, pas plus que le système qui les engendre. La «gauche» continue à faire payer le prix de la crise à la classe ouvrière et aux masses populaires : restriction des droits des travailleurs et travailleuses, hausse du coût de la vie, aides aux patrons qui n'arrêtent pas de restructurer et licencier, déploiement des troupes impérialistes pour le contrôle des ressources et des zones géostratégiques. Malgré tout, l'esprit de conciliation avec la bourgeoisie dénoncé par les maoïstes hier perdure encore aujourd'hui.

Comme les maoïstes d'hier, il nous faut combattre les politiques anti-ouvrières et anti-populaires des partis de gauche ou de droite qui attisent le racisme et creusent le lit du fascisme ; comme les maoïstes d'hier, il nous faut combattre pour la révolution !

LA CAUSE DU PEUPLE EST VIVANTE !

RENDRE HOMMAGE A PIERRE OVERNEY, C'EST POURSUIVRE SON COMBAT REVOLUTIONNAIRE !

A Saint Ouen, l'esprit de la Résistance n'est pas mort !

Le vendredi 28 février dernier, un superbe tifo en hommage à Rino Della Negra a été déployé au stade Bauer de Saint Ouen lors du match Red Star - Luzenac.

Rino Della Negra faisait partie du groupe Manouchian, «l'Affiche Rouge», le groupe FTP-MOI (Francs Tireurs Partisans - Main d'Oeuvre Immigrée) de résistants communistes combattant les armes à la main.

Rino Della Negra a participé à l'exécution du général Von Apt et à l'attaque du siège du parti fasciste italien en plein Paris.



Le Collectif Red Star Bauer entretient la mémoire ouvrière et populaire du stade Bauer et a organisé un hommage à Rino le 22 février dernier. Aux cris de « Bauer, Rino, Résistance ! », les supporters du Red Star rappellent clairement leur engagement antifasciste et la défense d'un football populaire.

Le Collectif Red Star Bauer se bat également pour que le stade ne soit pas détruit et qu'un nouveau ne soit pas construit dans le nouvel « éco-quartier » des Docks à Saint Ouen, véritable aubaine pour promoteurs et autres vendeurs de béton.

Cette lutte fait écho à celle que mènent actuellement les résidents du Foyer de Jeunes Travailleurs CARA, menacés d'expulsions et qui se battent pour le relogement de tous les résidents puisque leur foyer est vendu dans le cadre de la « restructuration urbaine » du quartier des Docks et doit devenir un hôtel… En clair, chasser les pauvres pour y mettre les riches… (voir page 13)

La résistance à Saint Ouen est vivante, c'est par les luttes qu'elle s'exprime aujourd'hui !

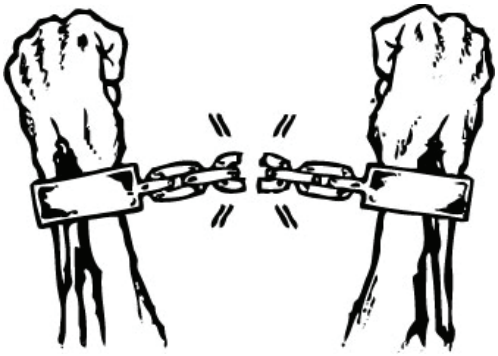
POUR EN SAVOIR +
Plus d'infos sur l'hommage à Rino Della Negra et sur le projet de rénovation du stade par le Collectif Red Star Bauer sur collectifredstarbauer.wordpress.com

Appel pour un sit-in de solidarité avec le peuple marocain !

Le peuple marocain et son avant-garde révolutionnaire subissent depuis une longue période une répression féroce de la part de la réaction régnante.

Cette répression se manifeste par des vagues d'arrestation dans tout le pays. L'Etat réactionnaire vise par ces arrestations à étouffer toute voix réclamant la liberté, la dignité et la justice sociale. Des assassinats et des arrestations ont touché plusieurs militants révolutionnaires, progressistes ou démocrates au sein du mouvement du 20 février, de celui des étudiants, des diplômés chômeurs, ou encore du mouvement ouvrier, afin de les obliger à stopper leur lutte.

Aujourd'hui, il y a environ 200 prisonniers politiques incarcérés dans les prisons de la honte, qui endurent des humiliations et des privations de leurs droits les plus élémentaires ; l'assassinat de Nordine Abdelwahab, au sein de la prison de Ouarzazate, le mois dernier, est l'un des exemples les plus frappants de cette situation. Ces derniers jours, les vagues de répression ont particulièrement été dirigées contre les universités pour bâillonner les voix révolutionnaires qui s'élèvent et pour porter un coup au syndicat militant et combattant l'UNEM – syndicat qui résiste depuis des décennies. Ce dernier fait barrage au plan de l'Etat réactionnaire de privatisation de l'enseignement, dicté par les institutions impérialistes mondiales.



Ces vagues de répression que mène le régime en place avec nombre de partis réactionnaires contre un nombre important d'universités (à Fès, Marrakech, Agadir, Tétouan…) se sont soldées par l'arrestation de plusieurs militants avec des moyens de répression directs et indirects et avec l'appui des services secrets. Par cette répression, le régime n'hésite pas à utiliser pour attaquer ces mouvements, des nervis qui sont à la solde des services secrets, afin que ces derniers n'assument pas la responsabilité directe de ces attaques.

Ainsi, on veut faire croire au peuple que les victimes ne sont que celles de règlements de compte entre étudiants, et l'Etat cherche par cette même occasion à justifier la militarisation quotidienne des universités et à se donner bonne figure en apparaissant comme le dernier rempart contre la violence et l'unique protecteur possible des étudiants contre celle-ci. En parallèle à ces vagues de répression, le régime mène des campagnes de propagande par le biais des journaux, de la télévision et du parlement afin que soient dictées des lois pour criminaliser la lutte et accorder tous les pouvoirs aux forces de répression qui pourraient ainsi intervenir à tout moment au sein des universités transformées alors en casernes militaires, - et ce dans le seul objectif de bâillonner les voix libres qui s'expriment encore.

En réaction à cette situation, au nom du comité d'action et de soutien aux luttes du peuple marocain et en liaison avec des organisations amies, nous avons décidé de mener une action urgente, à savoir un sit-in devant l'ambassade du Maroc, le vendredi 6 juin 2014, à 18h30. Et dans ce contexte, nous appelons les organisations et les militants progressistes, ainsi que les démocrates épris de justice, à participer à cette action et à contribuer à sa réussite afin d'apporter leur soutien au peuple marocain dans sa lutte pour la liberté et la dignité.

Comité d'action et de soutien aux luttes du peuple marocain (Paris) mail : marocresistance@gmail.com

Ukraine : la lutte se poursuit entre les impérialistes

Le processus de restauration du capitalisme par les renégats révisionnistes en URSS –après 1956- et en Chine –après 1976- s'est accompagné de la liquidation du camp socialiste et de la transformation d'ex-Etats socialistes en Etats capitalistes et impérialistes.

Des républiques de l'ex-URSS ont rejoint l'UE comme la Pologne, les Etats baltes, la Tchécoslovaquie qui s'est scindée en deux -la République Tchèque et la Slovaquie-, la Roumanie, la Bulgarie ; d'autres sont candidates comme la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie.

Face à une Russie impérialiste qui tend à s'affirmer, la politique des impérialistes US et UE est de poursuivre le démantèlement de la zone d'influence russe, comme en Géorgie, dans les ex-républiques caucasiennes et aujourd'hui en Ukraine.

La Russie impérialiste ne l'entend pas de cette oreille et veut au minimum maintenir sa zone d'influence, voire l'étendre, d'un point de vue stratégique et économique.

L'Ukraine est au centre de cette lutte entre les impérialistes occidentaux et la Russie impérialiste.

L'Ukraine est un pays à fort potentiel économique, avec une agriculture et une industrie développées. Les normes capitalistes de développement ont cependant entrainé un appauvrissement général de la population avec une croissance à deux chiffres du début 2000 jusqu'à la crise, qui a fortement touché l'Ukraine. Elle est largement tributaire de la Russie pour le pétrole et le gaz, la Russie ayant ainsi un levier économique très important. Les impérialistes UE et US cherchent à peser plus lourdement sur l'économie ukrainienne, devant pour cela contrer l'influence des impérialistes russes.

L'offensive UE et US s'est particulièrement renforcée avec la révolution «orange» de 2004, amenant Viktor Iouchtchenko au pouvoir en alliance avec le parti de Ioulia Tymochenko. Le régime pro-UE a alors produit une corruption incroyable et a renforcé le populisme, le fascisme et le néonazisme. Du coup, en 2010, le président pro-russe Ianoukovytch a été élu. La corruption s'est amplifiée et a renforcé la catastrophe économique, malgré l'aide intéressée de Moscou.

La lutte s'aiguise alors entre les impérialistes occidentaux et russes. Ianoukovytch s'appuie sur la Russie contre l'UE. En novembre 2013, les premières manifestations pro-UE voient le jour. Les occidentaux renforcent alors la lutte pour la «démocratie» à l'occidentale, avec la participation active des ultranationalistes et des néo-nazis relativement puissants.

Le 23 février, un nouveau président par intérim prend la place de Ianoukovytch. La première mesure du gouvernement mis en place avec le soutien actif des USA et de l'UE a été d'enlever le statut de langue nationale aux Russes qui forment une grande partie de la population dans la partie Est du pays. Cela a provoqué un fort mouvement d'opposition pro-russe.

Le mouvement pro-russe s'est amplifié dans la partie est russophone et particulièrement en Crimée. Cette ex-république autonome d'URSS avait été cédée à l'Ukraine en 1954 par Khrouchtchev, ouvrant la brèche au démantèlement de l'URSS suite au processus de restauration capitaliste initié peu après la mort de Staline. La Crimée partage pourtant peu d'histoire commune avec l'Ukraine, étant sous le giron russe depuis le 18ème siècle. Pour les impérialistes russes, la Crimée est donc un territoire commode à replacer sous contrôle afin d'accentuer la pression militaire dans la bataille inter-impérialiste qui se mène en Ukraine



La lutte en Ukraine est présentée faussement comme une lutte pour la démocratie. Ce qui est présentée comme la «nouvelle guerre froide» est en réalité une lutte inter-impérialiste qui oppose deux camps : celui des impérialistes US et UE et leurs alliés ; et celui de l'impérialisme russe et de ses alliés, comme la Chine impérialiste avec qui la Russie a des accords de coopération.

Deux blocs se dessinent donc. Aujourd'hui, l'impérialisme russe est encore sur la défensive et est contraint, faute de pouvoir passer à l'offensive, de montrer les dents face aux impérialistes concurrents. L'objectif des impérialistes occidentaux est d'affaiblir la Russie, de pénétrer sur son glacis, de réduire sa zone d'influence économique et stratégique, alors que la Russie veut renforcer sa zone économique et stratégique et l'étendre ou reprendre la main dans les ex-républiques socialistes. La Chine impérialiste est elle-même en concurrence directe avec les impérialistes UE et US. C'est pourquoi la Russie et la Chine ne peuvent que se rapprocher et constituer autour d'eux un filet d'alliances économiques et stratégiques afin de former un bloc pour s'opposer aux prétentions du bloc existant. D'autant plus que cette lutte inter-impérialisme se développe en Afrique.

Les puissances impérialistes poursuivent une lutte sans merci pour le repartage du monde au détriment des peuples opprimés. Dans cette lutte, elles sont aidées par leurs chiens de garde qu'ils défont si ceux-ci ne font plus l'affaire, comme on le voit en Afrique, mais aussi comme on l'a vu en Yougoslavie et comme on le voit aujourd'hui en Ukraine.

L'impérialisme c'est la guerre, et «La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens» (Clausewitz).

Les contradictions inter-impérialistes se développent sur fond de crise qui s'approfondit. En Ukraine, comme dans le reste de l'ex-URSS, ce sont les oligarques qui se sont enrichis en s'appropriant la propriété socialiste. Ils négocient soit avec la Russie impérialiste soit avec l'UE et les USA les aides qu'ils peuvent recevoir pour continuer à piller les richesses de l'Ukraine qu'ils ont volé à leur propre peuple. Pendant ce temps-là, la classe ouvrière et les masses populaires d'Ukraine voient de jour en jour le chômage, la misère, la perte de toutes les conquêtes acquises par le sang contre leur classe dirigeante et au cours de la guerre de libération nationale contre le fascisme.

Ce dernier resurgit sur fond de crise, dans tous les pays d'Europe sous différentes formes, s'inspirant du passé en s'adaptant à la nouvelle situation générale, à savoir qu'il n'y a plus de camp socialiste ni de puissants partis authentiquement communistes comme avant la guerre. Quelle que soit leur couleur politique, les gouvernements sont incapables de résoudre la crise. Il n'est alors pas étonnant qu'ils favorisent, creusent ainsi le lit du fascisme dont aura éventuellement besoin la bourgeoisie pour maintenir le système dont elle tire ses profits. Le fascisme c'est la dictature brutale de l'aile la plus réactionnaire de la bourgeoisie impérialiste, c'est le capital financier lui-même prêt à tout

pour sauver le système.

On ne peut s'appuyer sur un impérialisme contre un autre, pas plus qu'on ne peut défendre le capitalisme, dont sont victimes l'immense majorité de la population mondiale, en soutenant les gouvernements bourgeois, quelle que soit leur couleur politique.

S'opposer aux impérialistes, c'est s'opposer à leurs plans, c'est s'attaquer au système capitalisme, c'est s'opposer à nos faux amis de gauche qui ne veulent que réformer le système. S'opposer à aux impérialistes, c'est lutter pour la révolution socialiste, seule capable de mettre à bas le capitalisme.

Dans cet objectif, il est nécessaire de développer le Parti dont nous avons besoin, dont le but final est le renversement de la bourgeoisie, la conquête du pouvoir par la classe ouvrière alliée aux masses populaires et la réalisation d'une société sans classe à l'échelle mondiale, le communisme.

A bas l'impérialisme, fauteur de guerre !

Pour la lutte menée par la classe ouvrière et les masses populaires contre tous les réactionnaires et les impérialistes !

Vive l'internationalisme prolétarien !

PC maoïste de France

Les femmes naxalites

Le 8 mars dernier se déroulait la journée internationale des droits des femmes. Nous rendons ici hommage à nos Camarades indiennes qui se battent les armes à la main pour une société nouvelle, et notamment contre le patriarcat et tous les crimes et injustices contre les femmes qui l'accompagne.

Même si elles sont toutes menues, il serait absurde de les prendre à la légère. Aguerries au cours des batailles, farouchement engagées pour leur cause et fières de l'identité que le mouvement leur donne, les femmes maoïstes sont des militantes aussi intrépides que leurs alter-égos masculins.

DANDAKARANYA

Dans une clairière en forêt, au bord d'une rivière impétueuse, quelque part entre le Maharashtra et Chhattisgarh, la commandante maoïste Tarakka est assise sur une grosse pierre, vêtue d'une chemise et d'un pantalon de toile légère vert bouteille. Elle est en train de nettoyer son fusil d'assaut AK-47 avec une brosse à dents trempée dans du kérosène. Le mugissement de la rivière est assourdissant, et le vrombissement des insectes nocturnes fait flotter dans l'air quelque chose de surnaturel. Le campement maoïste est également le logis de serpents venimeux, d'araignées à l'air inquiétant, de sangliers, et même d'ours. Une heure auparavant, les maoïstes avaient tué un énorme serpent en train de dévorer un autre serpent. «La police ne s'aventure jamais ici», dit Tarakka, «ils savent bien qu'ils vont être massacrés». «Tenez, d'ailleurs, vous avez vu cette petite gourde ? C'est moi qui l'ai faite», ajouta-t-elle, tout en nettoyant son fusil avec un journal. «Il faut que ça fasse 'clic' pour que ça s'ouvre.»

Autour d'elle, s'affaire une section de guérilleros maoïstes, surtout des jeunes hommes et de jeunes filles, qui accomplissent leurs tâche avec une précision chirurgicale. Les hommes s'occupent de la cuisine alors que les femmes vont, hachette à la main, couper du petit bois. L'eau est bouillie pour la rendre potable. Dans un coin, quelques guérilleros qui viennent de rentrer de patrouille de nuit n'ont pas été longs à s'endormir sur leur jhilli (petite couverture de plastique).



Quelques filles se font la lecture, d'autres se peignent les cheveux en écoutant de la musique Gondi sur un petit lecteur de cassette. Sous une autre tente a lieu un cours de stratégie militaire. A un autre endroit du camp, une poignée de guérilleros de la troupe culturelle maoïste répètent une saynète. Mais quoiqu'ils fassent, le fusil est toujours près d'eux, toujours à moins de deux coudées.

Lors des moussons, la vie devient très dure à cet endroit. Nous sommes arrivés au camp après quatre jours de marche dans la forêt dense, pataugeant dans les bayous gorgés d'eau. Où que porte notre regard, tout est d'un vert luxuriant et la pluie est ininterrompue, ce qui donne au paysage un air de Vietnam. Nous avons passé les nuits sous la tente ou dans des petites huttes isolées d'adivasi [populations tribales] aux alentours de quelque village. A plus sombre de la nuit, des soupirs ; l'un toussote, l'autre sort un tube de répulsif anti-moustique et se gratte, un troisième s'enmaillotte tout entier dans sa couverture.

Une nuit avant notre arrivée au campement, nous avons fait halte dans une hutte adivasi avec l'escouade maoïste. Sous l'influence de l'alcool de feuille de mahua, ou peut-être malgré ce toxique, l'Adivasi fond en larmes tout en s'enfournant quelques bouchées de riz dans la gorge. «Pourquoi pleures-tu ?» lui demande en langue Gondi le leader maoïste Samayya. «J'ai envie de pleurer» lui répond-il.

DANS LA JUNGLE

L'après-midi suivante, nous atteignîmes le campement maoïste. Il sera notre foyer pour les jours qui suivront, jusqu'à nouvel ordre. De ces ordres, il en arrive tous les jours, de partout. Soudain, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, une escouade de guérilleros armés peuvent surgir, et alors c'est le camarade Narmada, âgé de 48 ans, avec 30 ans de service dans ces jungles, qui prend poliment congé de nous pour recevoir des nouvelles ou des instructions. Les escouades maoïstes sont toujours en mouvement, et ils évoluent librement dans leur aire d'influence, sans crainte de tomber dans un piège policier. On nous dit que la dernière fois que la police est passée dans le village le plus proche du camp, c'était il y a deux ans.



A chaque fois que les maoïstes dressent un campement, c'est un spectacle pour les villageois du coin, et on tend le cou pour voir un bout. Ici aussi, quelques Adivasi se sont rassemblés à l'orée du campement. Mon amie Vanessa, une journaliste française en périple avec nous, essaie d'entamer une conversation dans son hindi rudimentaire, que Narmada traduit en gondi. Vanessa voudrait savoir s'il y a ici des écoles ou s'il y a un instituteur qui donne des cours. Narmada traduit la question. Suit un silence de quelques secondes. Puis Dolu, l'un d'entre eux, éclate de rire. d'un rire irrépressible. Lorsqu'il cesse de rire, il le fait brusquement, comme si sa gorge se serrait. «Guruji !» dit-il avec un air de mystère. «Guruji, il vient chaque année le 15 août Jhanda phehraate hein [pour la cérémonie du drapeau] et voilà, c'est tout. Après, on ne le voit plus», dit-il, tout étonné qu'on lui ait posé la question à propos de l'instituteur en rapport avec l'école, comme si donner des cours était ce qu'un instituteur devait faire.

Une jeune femme portant un nourrisson sur sa poitrine passe et donne un coup de pied à un chien. Celui-ci s'enfuit tout en geignant, cherchant refuge entre deux maoïstes assis à-côté. Cette scène me fait me demander : y a -t-il une différence entre le traitement des chiens et celui des Adivasi par ici ? Frappé par la femme, le chien a couru vers les maoïstes. Frappés de même par l'Etat, les Adivasi ont-ils le choix de faire autrement ?

LA REBELLION TARAKKA

Des villageois âgés du disrict de Gaschiroli racontent leurs expériences. C'est dans ce district que les rebelles maoïstes ont pénétré en 1980. A cette époque, l'exploitation des Adivasi atteignait son sommet. Les gardes forestiers, les hommes d'affaire des villes et des entrepreneurs les ont expulsés de leurs forêts d'une façon toute administrative. des commerçants roublards ont introduit le sel dans leurs habitudes alimentaires pour finir par leur troquer un kilo de sel contre un kilo de fruits secs. Un activiste social qui travaille dans la région nous explique qu'un garde forestier avait réussi à extorquer 100.000 roupies en trois mois aux Adivasi vivant dans une pauvreté extrême, en échange du droit de rester dans la jungle et de ramasser du petit bois et d'autres ressources naturelles de la forêt. En collusion avec les entrepreneurs en bambou en en feuilles de tendu, ces gardes forestiers faisaient travailler sur les plantations les Adivasi pour une bouchée de pain. Pour couronner le tout, il y avait également de l'exploitation sexuelle des filles Adivasi.

C'est cette injustice qui a poussé Taraka à ne pas écouter les avertissements de ses parents et à rejoindre le village de Gadchiroli, où les maoïstes avaient établi un campement au début des années 1980. Au début, les villageois craignaient que les rebelles fussent une bande de dacoïts [bandits de grand chemin] et ils leurs avaient même laissé en gage leurs possessions. Mais personne ne s'en était emparé, et les rebelles se lièrent avec à un garçon du village et lui expliquèrent qui ils étaient et ce qu'ils voulaient. Le téléphone arabe put alors fonctionner.

Tarakka dit que les gardes forestiers avaient l'habitude de venir tous les ans dans sa maison pour prendre du riz et du sorgho. Elle se souvient qu'elle demandait à son père : «Pourquoi leur donnons-nous cela ?» mais que celui-ci lui répondait simplement de se taire. Pour finir, elle s'échappa secrètement vers la rivière et rencontra un grand leader maoïste qu'elle appelle Shankar anna. Elle n'avait que 15 ans. En 1986, quelques années plus tard, elle devint révolutionnaire professionnelle. En 1993, elle mène sa première action militaire, l'attaque, par son escouade, d'une gendarmerie. La dernière action à laquelle elle ait participé eut lieu en 2008, lorsque le campement fut pris sous le feu de la police.

Mais son nom apparaît en grosses lettres en octobre 2009 dans les rapports concernant l'attaque de policiers dans la zone de Gadchiroli Laheri, lors de laquelle 17 policiers ont perdu la vie. Un article d'un journal à grand tirage la nomme explicitement comme dirigeante de l'attaque, en la qualifiant de «femme fameuse non seulement pour son engagement dans les rangs naxalites, mais aussi pour sa grande beauté.» Lorsque nous évoquons cet article, elle sourit avec un ravissement presque enfantin. «Non, je n'étais pas dans le groupe qui a attaqué les policiers à Laheri», dit-elle, tripotant sa mitraillette.

Alors que Tarakka n'a pas de gêne à évoquer les raison de son engagement dans les rangs maoïstes, la plupart des jeunes guérilleros s'éloignent timidement lorsqu'on leur pose ces questions, prétextant souvent des problèmes de langage. Même lorsque des dirigeants aident à la traduction du gondi vers l'hindi ou l'anglais, ils ne sont pas bien bavards, surtout les filles. Il est futile de leur demander pourquoi ils sont arrivés là, comme il est futile de demander aux adivasi leurs

revendications en terme d'amélioration de la vie. Les plus jeunes n'ont pas de réponse précise sur ce qui les a amené à rejoindre la rébellion naxalite.

Après quelques années d'éducation politique prise en charge par des cadres, ils parleront de «lutte des classes» ou de «soulèvement paysan», ou ils lèveront le poings dans un «salut rouge» plein de défi, mais il s'agit surtout de l'attrait du treillis de combat. Leur est offert le sens de l'appartenance à un groupe, la définition de ce qu'ils sont, et un but dans la vie.

LA RECHERCHE DE L'IDENTITE

Pour ce qui est de l'amélioration de la vie, j'ai fini par me rendre compte, après avoir fait pendant des années et des années des visites dans la jungle, que les Adivasi n'avaient en général aucun point de référence pour se représenter une telle aspiration. Laissés ainsi en plan par le reste de l'Inde, la simple survie est leur préoccupation majeure. Deux personnes sont mortes de diarrhée une semaine avant mon arrivée dans le village le plus proche du campement maoïste. Les villageois font pousser du riz, mais faute d'une agronomie adéquate, il arrive que des maladies terrassent les récoltes. Pour éviter ce genre de catastrophe, les Adivasis font appel à un vadde – un guérisseur – pour faire les prières et offrandes qui s'imposent. Le riz qu'ils cultivent ne suffit pas à les nourrir. Leur régime de base est un brouet de riz. L'échoppe la plus proche qui vend des rations de riz est à 20 kilomètres, mais «le temps que nous soyons mis au courant que des sacs de riz sont arrivés, il n'y en déjà plus», dit un villageois. Beaucoup d'entre eux sont partis travailler en ville, à Bombay et à Pune.

Les villageois sont en rapport avec les maoïstes. En l'absence d'Etat, c'est auprès des guérilleros qu'ils vont chercher de l'aide pour les petites choses. Les villageois vont souvent dîner avec eux au campement. L'équipe médicale maoïste leur distribue des médicaments, y compris des traitements anti-malaria et anti-venin. C'est donc sans surprise qu'on en voit rejoindre les maoïstes, comme par exemple Suresh, 14 ans, qui fait désormais partie de Chetna Natya Manch, la troupe culturelle du Parti Communiste d'Inde (maoïste). «Nous l'avons dissuadé de nous rejoindre, à cause de son jeune âge, dit Raju, son chef d'équipe, mais il nous a suivi pendant des semaines.»

Suresh allait à l'école dirigée par le Ministère des Affaires Tribales. «Mais là-bas, la nourriture était mauvaise et parfois on n'en avait pas, donc je me suis enfui», dit-il. Suresh est revenu au village après quelques mois. Depuis, il voyage avec la troupe de théâtre d'un village à l'autre. Sa mère est venue au campement pour le voir. «Je lui ai demandé de revenir, dit-elle, mais il refuse.»

La cause maoïste donne à Suresh un sens de l'identité. Le travail et les armes de ses camarades lui donnent un but dans la vie. C'est ce sens de l'identité qui empêche un autre jeune garçon de retirer sa casquette. Elle est vert-olive, avec une étoile rouge cousue sur le devant, il a griffonné dessus le nom que le parti lui a donné : Viju. «Certains camarades qui le connaissaient sous son ancien nom continuaient de l'appeler ainsi, mais il en prenait ombrage» dit un autre guérillero. C'est pour cela qu'il a écrit 'Viju' sur sa casquette.



Au camp, Viju s'est endormi. Narmada, qui est la chef politique de la division de Gadchiroli, regarde affectueusement Viju et demande à son garde du corps de le couvrir d'une couverture pour qu'il ne prenne pas froid. «Passer du sari aux treillis militaires, comme les hommes, a été un combat de longue haleine pour nous les camarades femmes», dit-elle. Dans sa chemise à carreaux et son pantalon large, les cheveux coupés courts, peu de choses distinguent Narmada du reste de sa section. Elle est revenue au camp depuis 5 ans, après avoir traversé des marais insalubres, qui lui ont donné des allergies sur tout le corps.

Narmada vient de l'Andhra Pradesh et a rejoint le mouvement maoïste depuis ses 18 ans. «Mon père était un communiste, et à cette époque, être communiste voulait dire être un paria. Mon père parlait des Naxals en disant qu'ils avaient brisé les fers de l'attachement à la vie de famille», dit-elle. C'est à ce moment qu'elle a décidé de rejoindre les Naxals. Aujourd'hui, elle contribue à l'élaboration de la ligne politique concernant les cadres féminins du mouvement. Dans le campement, elle avale des cachets en silence, tout en participant à la rédaction et à la discussion de la stratégie militaire avec le commandant Eiatu, le chef militaire de la division de Gadchiroli.

Lorsque le sifflet retentit, tous deux prennent leurs plats métalliques et vont recevoir leur plat à la cuisine, principalement du riz et des lentilles. Quand des hôtes arrivent (dans le cas présent, nous-mêmes), il peut y avoir des oeufs ou un poulet occasionnel, cuit sans rien laisser, même les viscères.

Le garde du corps de Narmada est une jeune fille, Sunita, dont les cheveux coupés ras lui donne un air de militante des LTTE [Tigres de Libération de l'Eelam Tamoul]. Elle ne sourit presque jamais, et même lorsqu'elle mange, son AK-47 repose sur ses genoux. En revanche, son amie Rummy, qui aime à chanter des chants révolutionnaires en l'hommage de camarades tombés, sourit facilement. Toutes savent lire et écrire, et remonter une mitraillette en quelques secondes. Pendant les patrouilles, elles se meuvent furtivement et ont une réputation de féroces guerrières pendant les attaques.

Le Parti Communiste d'Inde (maoïste) a une ligne politique ouverte concernant les relations de couple. Un homme et une femme peuvent se marier s'il y a consentement mutuel. Nous avons entendu ce récit maoïste narrant l'histoire d'une escouade prise soudain sous le feu de l'ennemi, un époux et son épouse s'en détachèrent pour faire front ensemble contre la police, prêts à sacrifier ensemble leurs vies pour ouvrir aux autres le chemin du repli. Une autre fille, Surekha, nous montre son équipement, qui comprend une grenade à main. Nous lui demandons si elle a déjà participé à un engagement. Elle ne répond rien. Plus tard, un chef maoïste nous confirmera qu'elle a bel et bien participé à des actions, et des plus dangereuses.

LA GUERRE

Un frère du commandant Eiatu, un grand leader, a été paraît-il, tué dans un traquenard avec sa partenaire en 2008, un autre des ses frères est lui aussi commandant maoïste. La partenaire d'Eiatu travaille avec le médecin de la brigade maoïste. « Nous nous voyons parfois », dit-il.

Plus tard dans la nuit, Eiatu nous propose de jeter un oeil sur le planning militaire de l'attaque qu'il avait dirigée à Laheri. « Juste avant les élections parlementaires, la police avait semé la terreur de village en village pour forcer le peuple à la soumission », dit-il. « Un jour, un peloton maoïste a reçu un renseignement, selon lequel une équipe de commandos policiers, dirigés par leur leader Rama, approchait de la zone. Pendant deux jours, les guérilleros les ont suivis, sans presque s'arrêter pour manger. Pour finir, les hostilités ont démarré à Laheri, dans le canton de Bhamragarh, à seulement 700 mètres du poste de police de Laheri. 42 policiers et 18 guérilleros maoïstes (dont certains étaient arrivés sur place avant les autres, épuisés) se sont trouvés pris dans une fusillade acharnée. Les policiers avaient beaucoup de munitions », nous dit Eiatu, « mais ils tiraient de façon indiscriminée, des milliers de volées, alors que nous, bien que pauvrement équipés, visions des cibles bien précises. »

« Les policiers, dit Eiatu, hurlaient aux guérilleros qu'ils allaient se faire ratiboiser avec l'arrivée des renforts, mais les guérilleros ont tenu leurs positions et ont fait monter les enchères. Pendant les 30 premières minutes, personne n'a été blessé, ni d'un côté ni de l'autre. Puis, dans les 10 minutes qui suivirent, six policiers furent tués. Puis, nous dit-il, la plupart des policiers ont fui, y compris leur leader. Huit policiers avaient pris position à un autre endroit, on leur demanda de se rendre, mais ils tirèrent en rafale contre nous, et tuèrent un de nos camarades expérimentés. Suite à cela, nos forces se déchaînèrent et exécutèrent les huit policiers et trois autres qui étaient restés cachés. En tout, 19 armes furent saisis lors de cet affrontement. »

Ceci explique la quantité faramineuse d'équipements modernes que j'ai pu voir dans la section. Lors de cinq engagements majeurs ayant eu lieu dans les 18 derniers mois, les maoïstes ont pu capturer 77 armes de guerre, principalement des AK-47 et des fusils-mitrailleurs Insas, des mains des forces de sécurité dans le seul district de Gadchiroli.

Voici venu le messager. Tous le monde regarde vers le ciel, la mousson redouble. Nous ne pouvons pas avancer plus loin, il semble que toutes les rivières sont en crue. (Plus tard, nous apprenons que le grand leader maoïste Ganesh Uike vient de mourir de la malaria et n'a pas pu être transporté dans un hôpital à Bastar à cause des crues). La mousson est trop forte pour que nous puissions nous embarquer sur le chemin du retour. Les routes sont coupées. Nous échouons dans un petit village pendant trois jours. Le dernier jour, nous prenons notre courage à deux mains pour embarquer sur un frêle esquif et traverser une rivière en furie.

La dernière nuit dans la jungle, un écrivain qui était avec nous et qui avait laissé derrière lui sa mère souffrante, se réveille soudain et crie : « Mère, j'arrive ! » Je raconte cela à Samyya et nous en sourions. « Oui, les mères peuvent te faire des choses pareilles » dit-il. « Ho », dit-il en hochant la tête. 'Ho' veut dire 'oui'. Oui.



Fusion de deux Partis Communistes en Inde pour développer la Guerre Populaire !

Dans un pays rassemblant plus d'un milliard d'habitants, l'avancée du mouvement révolutionnaire est très importante. Nous accueillons avec joie et enthousiasme la fusion de deux Partis Communistes maoïstes en Inde afin de renforcer la Guerre Populaire qui s'y déroule. Voici ci-dessous leur déclaration de fusion.

La Cause du Peuple

Parti communiste d'Inde (maoïste)

Comité Central

1er mai 2014

Déclaration de fusion du PCI (maoïste) et du PCI (ML) Naxalbari
Saluons la fusion des Partis maoïstes en Inde dans un seul Parti !

(Transmis à la presse par les camarades Abhay et Krantipriya, porte-paroles des Partis respectifs)

A l'occasion de la journée internationale du prolétariat mondial, le glorieux 1er mai, nous les maoïstes d'Inde, avec un grand sens de la responsabilité et une ferme conviction, annonçons la fusion du PCI (maoïste) et du PCI (ML) Naxalbari en un seul Parti, qui sera connu comme PCI (maoïste). Renforçant ainsi l'avant-garde du prolétariat indien, qui est un contingent du prolétariat mondial, nous nous consacrons toujours plus fermement à la cause de la révolution indienne et de la révolution prolétarienne mondiale.

Le mouvement maoïste a pris forme à travers la grande insurrection de Naxalbari de 1967. Inspirés et dirigés par les camarades Charu Mazumdar et Kanhai Chatterjee, dirigeants fondateurs de notre Parti, des milliers de dirigeants, de cadres et de masses ont donné leur précieuse vie pour faire avancer le mouvement révolutionnaire et construire un Parti fort.

Après l'échec du début des années 1970 et le martyr du camarade Charu Mazumdar, les forces communistes révolutionnaires ont été divisées en plusieurs groupes. Les révolutionnaires authentiques, tout en essayant de construire le mouvement dans leurs régions respectives, ont fait de sérieux efforts pour unifier tous les révolutionnaires en un seul Parti. Durant ce processus au cours des quatre dernières décennies, les deux principaux courants représentés par les anciens PCI (ML) (Guerre Populaire) et le MCCI ont fusionné en un seul Parti, le PCI (maoïste), le 21 Septembre 2004. Cela a marqué un saut qualitatif dans la réalisation de la volonté persistante des ouvriers, des paysans et des autres masses opprimées de construire un centre de direction unique afin de mener la guerre révolutionnaire de nouvelle démocratie en Inde à la réussite et aller de l'avant vers l'établissement du socialisme et du communisme. De même, le PCI (ML) Naxalbari a fait de sérieux efforts pour unifier toutes les forces maoïstes authentiques en luttant contre le révisionnisme de l'ancien CRC, PCI (ML), dirigé par le liquidateur K. Venu et Red Flag dirigé par l'opportuniste KN Ramachandran. En tant qu'aboutissement de ces processus, les deux Partis, le PCI (maoïste) et le PCI (ML) Naxalbari se sont unifiés, donc notre Parti, le PCI (maoïste), s'en trouve d'autant plus renforcé. Cette unification prouve sans aucun doute que, d'une part, par la mobilisation des masses opprimées dans la Guerre Populaire Prolongées contre les classes dominantes et l'impérialisme et que, d'autre part, en adhérant au marxisme -léninisme-maoïsme et à la ligne révolutionnaire du Parti et en menant une lutte opiniâtre contre les révisionnistes et les liquidateurs, l'ensemble des forces maoïstes authentiques peuvent s'unir en un seul Parti , aussi long ce processus soit-il. Notre Parti doit continuer la tâche d'unifier toutes les forces révolutionnaires authentiques qui fonctionnent dans différents groupes ML.

Le Parti unifié prend le marxisme -léninisme-maoïsme comme idéologie guide et approfondit sa compréhension par sa confirmation, sa défense et son application créative. Par la synthèse continue des leçons de sa pratique révolutionnaire et par l'apprentissage des expériences des contingents révolutionnaires du prolétariat et des masses en lutte à travers le monde, il développe sa ligne et sa pratique. Il assume les tâches de mise en œuvre de la révolution de nouvelle démocratie anti- féodale et anti-impérialiste. Cette révolution mène au socialisme et par la suite au communisme par la poursuite de la révolution au travers de révolutions culturelles. L'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique sont les cibles de la révolution de nouvelle démocratie, dont le contenu principal est la révolution agraire armée. La voie de la révolution est celui de la guerre populaire prolongée. La contradiction entre le féodalisme et les vastes masses est la principale. Il estime que la contradiction entre l'impérialisme et les nations et peuples opprimés est la contradiction principale au niveau mondial. Elle s'intensifie avec les autres contradictions fondamentales dans le monde.

L'unité maintenant atteinte stimule la capacité du PCI (maoïste) à mieux remplir son rôle d'avant-garde de la révolution indienne. Au fil des décennies de lutte ardue, au prix de sacrifice de milliers de vies de grands dirigeants communistes, de combattants rouges et de masses opprimées, le PCI (maoïste) a développé la guerre populaire en Inde au niveau où des bases de guérilla et le pouvoir politique rouge, sous la forme de Comités Populaires Révolutionnaires, ont été établis en Inde centrale et orientale, protégés par l'Armée de Guérilla Populaire de Libération et la Milice Populaire. Ceci a pu été réalisé par la lutte contre les

campagnes de répression les plus brutales, maintenant concentrées dans l'Opération Green Hunt - une guerre contre le peuple. Dans ce cadre, des dizaines de milliers de personnes ont été brutalement attaquées. Les assassinats, les viols, les incendies de maisons et les destructions des récoltes, les déplacements forcés et de nombreuses autres pratiques inhumaines sont communes. Maintenant, l'Etat indien répète activement des attaques aéroportées et au sol avec son armée de l'air et de terre. Mais en dépit de cet assaut meurtrier, la guerre populaire prolongée continue de progresser par vagues. L'expansion récente dans la partie sud des Ghâts occidentaux situés le long de la côte ouest de la péninsule indienne est la preuve que les flammes de la révolution vont continuer à se propager jusqu'à ce que l'État indien, ce pilier de l'impérialisme en Asie du Sud, soit détruit.

Alors que les impérialistes et les classes dirigeantes à leur botte du monde entier sont prises dans une crise sans relâche, la situation révolutionnaire favorable dans le monde conduit à d'intenses luttes de classe dans le monde impérialiste et aux guerres populaires dirigées par les maoïstes ainsi qu'à des luttes anti-impérialistes par d'autres forces dans les pays opprimés. En Inde, d'une part, les classes dirigeantes ont déployé 400 000 de ses forces mercenaires dans le centre et l'est de l'Inde, où la lutte des classes a atteint le stade d'une intense guerre civile révolutionnaire, apparaissant comme une alternative révolutionnaire et inspirant les larges masses opprimées vers la révolution et qui se concrétise dans la formation de l'Armée de Guérilla Populaire de Libération (PLGA) et dans le nouvel Etat démocratique sous sa forme embryonnaire. Les classes dirigeantes indiennes renforcent la militarisation des Ghâts occidentaux pour écraser la lutte armée révolutionnaire naissante. D'autre part, elles imposent les politiques de mondialisation anti-populaires sur le dos des travailleurs, des paysans, des adivasis, des dalits, des femmes et des autres masses opprimées, conduisant à une augmentation des luttes militantes. Utilisant cette situation favorable, le parti fera de plus grands efforts pour faire avancer le mouvement révolutionnaire à un niveau plus élevé et mieux remplir ses missions internationales. Il s'efforcera de tout mettre en œuvre pour mobiliser les masses par centaines de milliers, d'intensifier et d'élargir la guerre de guérilla, de relever les grands défis auxquels est confronté le mouvement révolutionnaire et de les surmonter.

Douloureusement conscients de la profonde souffrance et de la misère dans laquelle la grande majorité des gens sont obligés de vivre en Inde et dans le monde entier en raison du système impérialiste mondial inhumain, conscients de la dévastation causée par ce système sur l'environnement mondial et l'existence même de la vie sur cette terre, valorisant la mémoire des milliers de martyrs qui ont donné leur vie pour la cause du communisme, et se ralliant sous le drapeau rouge écarlate de leur sang, nous nous engageons à faire de l'unité à laquelle nous sommes parvenus une arme puissante de la révolution.

Ganapathy

Secrétaire général

PCI (maoïste)

Ajith

Secrétaire

PCI (ML) Naxalbari



«A touch of sin»

Un film sur la réalité crue du capitalisme restauré en Chine

Le mot-clé de ce film est la VIOLENCE. Violence dans les rapports entre les potentats et leurs sujets, violence entre les dépossédés eux-mêmes, violence entre hommes et femmes, violence sur les animaux devenus objets, violence qui essaie en vain de s'exercer sur les riches accapareurs.

Cette violence est étudiée par le film dans quatre régions de la Chine : l'impunité des plus forts déclenche la violence des plus faibles. Le réalisateur raconte les bouleversements sociaux de son pays à travers quatre faits divers sanglants contemporains.

Laissons-lui la parole : «Lorsque je parcours Weibo (l'équivalent chinois de «Tweeter»), les comptes rendus d'événements violents sont très nombreux et me mettent mal à l'aise. La transformation rapide de la Chine s'est faite au profit de certaines régions, et l'écart entre riches et pauvres se creuse de plus en plus. Les gens ont le moral en berne, car ils sont notamment confrontés à des exemples de richesse et à l'injustice sociale. Pour les plus faibles, la violence peut devenir le moyen le plus rapide et le plus efficace de conserver leur dignité. ….Afin d'illustrer la Chine moderne comme je la comprends, je suis parti de quatre faits divers incroyablement violents et j'en ai fait une œuvre de fiction…. Avant d'écrire le scénario, je me suis rendu sur les lieux des incidents où j'ai pu interroger les gens… Je me suis servi de la fiction car elle permet de révéler les facteurs sociaux qui se cachent derrière ces incidents, ainsi que les motivations profondes des personnages.»

Le film démarre avec un mineur de fond dans le Shanxi. Il a une obsession : dénoncer les magouilles d'un de ses copains d'enfance qui a fait fortune lors de la privatisation de la mine locale avec la complicité du chef du village. Quand il va demander des explications au multimillionnaire, des sbires mafieux lui répondent à coups de pelle. C'est avec un fusil de chasse au gros calibre qu'il va régler ses comptes. Puis c'est un jeune père loin de son foyer (la Chine actuelle impose de grandes migrations) qui abat les passants un peu au hasard avant de les dépouiller. Plus tard, une réceptionniste humiliée par les clients dans un sauna, insultée et frappée avec une liasse de billets s'empare d'un couteau à fruits qu'elle rend dévastateur.

C'est la jungle capitaliste que décrit le cinéaste en montrant les dysfonctionnements d'une société où la corruption est généralisée, où la précarité est absolue pour les travailleurs migrants traités comme des parias, où le cynisme des nouveaux riches s'étale aux yeux de tous quand ils dilapident leurs yuans dans les bras d'escort-girls déguisées en gardes rouges.

Ce film ressemble à un cri d'alerte que le cinéaste lance sur l'état de la Chine à l'heure de la mondialisation. Ce film résonne aussi comme un hommage aux humiliés et aux offensés de Chine et d'ailleurs.

Braddock America

Ce n'est pas Florange (France) mais Braddock (Pennsylvanie). Ce n'est pas Arcelor-Mittal mais c'était Carnegie, US.Steel, Morgan. En tout cas ici et là-bas c'est le même paysage de désolation et le même désespoir qui rôde. Pourtant ni ici ni là-bas les sidérurgistes n'ont baissé les bras ; ils se sont battus comme des lions contre leurs patrons exploiteurs (12 à 14 heures de travail harassant sept jours sur sept à Braddock) avant les années 70-80. «Le pognon a tout écrasé» dit un syndicaliste ex-ouvrier toujours aussi teigneux malgré les années qui ont passé. Ce film documentaire nous fait assister dès les premières images à la destruction à l'explosif des hauts fourneaux qu'on voit se coucher dans des nuages de poussière. Ce qui avait fait la gloire de la sidérurgie américaine, qui avait construit les rails des chemins de fer, construit la structure des gratte-ciels de New York, et aussi alimenté l'énorme machine de guerre US se transforme sous nos yeux en sinistres friches industrielles. Là où les usines tournaient à plein régime au point que «même la neige était noire de crasse», ce n'est plus maintenant qu'un autre genre de désolation.

Nous traversons des rues désertes bordées de maisons abandonnées et invendables, des rues envahies par l'herbe et les détritus. Pourtant Braddock a jadis été le centre névralgique de la production de l'acier aux Etats-Unis. Le grand patronat y a employé des milliers de travailleurs américains ainsi que des émigrants d'Europe centrale… avant de tout abandonner au moment de la désindustrialisation c'est-à-dire au moment où il coûtait moins cher d'exploiter d'autres travailleurs du bout du monde qui n'avaient pas encore appris à s'organiser en syndicats. De cet empire industriel colossal il ne reste que des ruines, «comme après un bombardement». La population a chuté de 20 000 à 2 000 personnes. Les caisses de l'Etat sont vides mais on voit que la population refuse de baisser les bras et l'agglomération essaie de se réinventer sinon un destin du moins une résistance et une dignité qui semblent indéracinables.

Les travailleurs de l'ex sidérurgie française, de Florange, de Gandrange et d'ailleurs regarderont tout ce gâchis capitaliste avec amertume eux qui ont vécu quelques dizaines d'années plus tard la même expérience et le même très âpre combat. «Travailleurs de tous les pays, unissez-vous !». Le combat continue sur l'ensemble de la planète.

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre **participation** au journal est **importante** :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous !**
(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
lacausedupeuple@gmail.com
lacausedupeuple.blogspot.com

Imp. Spé.